



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

Carte communale

COMMUNE DE

CISAI SAINT AUBIN

ANNEXES

Table des matières

1 / ANNEXE1- les servitudes d'utilité publique.....	2
1.1/ Canalisation publique d'eau et d'assainissement (A5).....	3
1.2/ Servitudes relatives à la protection des monuments historiques (AC1).....	3
1.3/ servitude AS1 relative à l'instauration de périmètre de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.....	4
1.4/ Classement sonore des infrastructures de transport terrestre sur le déplacement dans l'Orne.....	5
2/ANNEXE 2 - Plaquette d'information sur le phénomène retrait gonflement des argiles.....	6
3/ ANNEXE 3 zone sismicité dans l'orne.....	7
4/ ANNEXE 4 Plaquette d'information sur le rejet d'eaux pluviales.....	9

Ce document d'urbanisme a été élaboré selon les dispositions réglementaires du Code de l'urbanisme applicable à la date de son approbation



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

1 / ANNEXE1- les servitudes d'utilité publique

Les SUP sont créées par des lois ou règlements particuliers. Souvent, la loi ne fait que définir les objectifs et les caractéristiques de la servitude. Un décret, généralement pris en Conseil d'Etat, complète ensuite ces dispositions législatives en fixant les modalités d'application notamment par la mise au point de la procédure d'établissement de la servitude et les principales caractéristiques des limitations au droit d'utiliser le sol qu'elle permet d'édicter. Localement, les servitudes sont, pour la plupart, instituées à l'issue d'une déclaration d'utilité publique. La reconnaissance de cette utilité se fait au cours d'une enquête publique. Il arrive par ailleurs que ces servitudes soient établies par voie de conventions conclues entre l'administration et les particuliers.

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des charges existant de plein droit sur des immeubles (bâtiments ou terrains), ayant pour effet soit de limiter, voire d'interdire, l'exercice des droits des propriétaires, soit d'imposer la réalisation de travaux. Contrairement aux servitudes de droit privé, le respect des SUP est contrôlé par les autorisations d'urbanisme. Une demande portant sur un projet non conforme à une SUP doit donc faire l'objet d'un refus, dès lors que la servitude a été régulièrement annexée au document d'urbanisme applicable ou publiée dans les communes dépourvues de POS/PLU.

Les SUP constituent des charges qui peuvent aboutir :

- ❖ à certaines interdictions ou limitations à l'exercice par les propriétaires de leur droit de construire, et plus généralement d'occuper ou utiliser le sol ;
- ❖ à supporter l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages ;
- ❖ plus rarement, à imposer certaines obligations de faire à la charge des propriétaires (travaux d'entretien ou de réparation).

La carte communale doit établir la liste des servitudes impactant la commune.

- La commune est concernée par la servitude A5 attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement
- La servitude AC1 relative à la protection des monuments historiques a été instituée pour le château de Cisai Saint Aubin
- La servitude I4 relative aux lignes électriques
- La servitude T7 établie à l'extérieur des zones de dégagement

1.1/ Canalisation publique d'eau et d'assainissement (A5)

La servitude A5 correspond aux zones où ont été instituées, en application de la loi n°62.904 du 4 août 1962 et du décret n°64-153 du 15 février 1964, les servitudes attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement.

La commune de Cisai Saint Aubin est compétente en matière d'eau et d'assainissement. Cependant, l'alimentation en eau potable et la gestion du réseau d'assainissement collectif sont assurées par la gestionnaire SAUR.

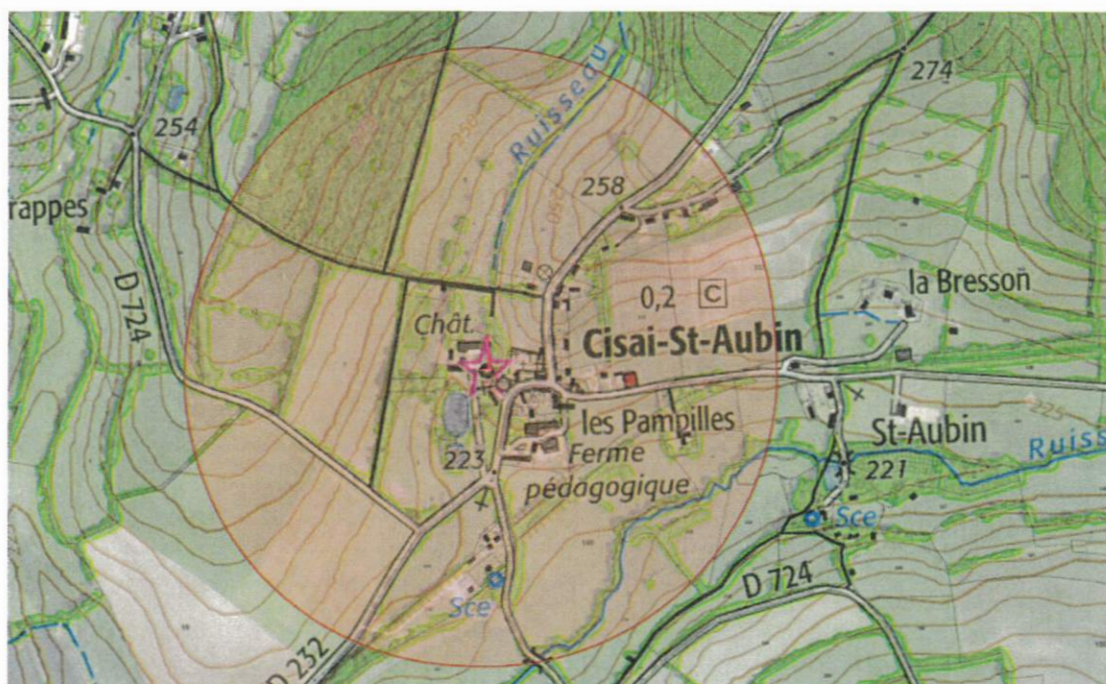
Pour les personnes en gestion autonome d'assainissement, pour tout renseignement, il faut s'adresser au service public d'assainissement non collectif (SPANC°) de la CDC VAM au 02 33 67 54 85.

1.2/ Servitudes relatives à la protection des monuments historiques (AC1)

La commune de Cisai Saint Aubin est concernée par un monument historique le Château

Eléments protégés : Tour de l'angle nord-est du logis ; tour à l'angle sud-est de la cour ; douves les reliant : inscription par arrêté du 19 juin 1991

Les monuments historiques classés et inscrits engendrent des périmètres de 500 m de rayon, à l'intérieur desquels tous les projets de construction, de démolition, de transformation d'aspect d'un bâtiment ou l'aménagement, doivent être soumis à l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Cet avis est conforme dans le cas de co-visibilité entre le terrain où se situe le projet et le monument historique concerné. Il est simple dans les autres cas.





COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

1.3/ servitude AS1 relative à l'instauration de périmètre de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales

- Arrêté préfectorale N°2540 – 20 /0020 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux et de l'instauration des périmètres de protection autour de captage « la Gare » à Cisai Saint Aubin et autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine ci-dessous.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2540 – 20 / 0020

**PORTANT DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DE LA DÉRIVATION DES EAUX ET DE
L'INSTAURATION DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION AUTOUR DU CAPTAGE « LA GARE » À
CISAI SAINT AUBIN ET AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA
CONSOMMATION HUMAINE**

La Préfète de l'Orne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L. 1324-3, R.1321-1 à R. 1321-68 et D.1321-103 à D.1321-105 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.215-13 ;

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L1, L110-1 et 2, L112-1, L121-1 et suivants, L122-1 et suivants, L132-1 et suivants, R111-1 et suivants, R112-4 et suivants, R121-1 et suivants, R122-1 et suivants, R132-1 et suivants et R241-1 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.113-1, L. 151-43 et L. 161-1 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie approuvé par arrêté préfectoral du 1er décembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique) ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R1321-10, R.1321-15 et R. 1321-16 du Code de la Santé Publique ;

Vu la délibération du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé en date du 8 décembre 2004, sollicitant la déclaration d'utilité publique et l'institution des périmètres de protection ainsi que l'autorisation de dérivation des eaux, du prélèvement et de mise à disposition de l'eau pour la consommation humaine pour les captages « Les Atelles » situé sur la commune de Ménéil Hubert en Exmes, « Mané » et « Les Favriels » situés sur la commune de Gacé et « La Gare » situé sur la commune de Cisaï Saint Aubin ;

Vu le dépôt du dossier complet le 8 février 2018 ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 11 février 2003 complété le 9 mai 2010 ;

Vu les résultats de l'enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique pour la dérivation des eaux et la mise en place de périmètres de protection et de l'enquête parcellaire pour l'établissement des servitudes, qui se sont déroulées du 30 septembre au 31 octobre 2019 inclus dans les communes de Gacé, Cisaï Saint Aubin et Ménéil Hubert en Exmes, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 5 septembre 2019 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 3 décembre 2019, déposés le 3 décembre 2019 ;

Vu les avis exprimés pendant la consultation administrative interservices ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du maître d'ouvrage le 29 mai 2020 ;

Vu le rapport du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie en date du 17 juillet 2020 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Orne en date du 8 septembre 2020 ;

Considérant que la qualité des eaux captées doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de captage d'eau destinée à la consommation humaine « La Gare » est impérative ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sur les terrains situés dans les périmètres de protection sont nécessaires pour assurer la qualité de l'eau distribuée pour la consommation humaine provenant du captage « La Gare » ;

Considérant que la qualité de l'eau issue de cet ouvrage avant traitement, est conforme, selon le Code de la Santé Publique, aux limites de qualité fixées pour les eaux brutes par l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

Considérant que les modalités d'utilisation du captage et la filière de traitement permettront de produire une eau traitée conforme aux limites de qualité fixées pour les eaux destinées à la consommation humaine par l'arrêté susvisé ;

Considérant que ce captage, destiné à la consommation humaine après sa mise en service, alimentera en eau :

- les communes suivantes adhérentes au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé : Cisai Saint Aubin et Orgères,
- quelques écarts sur la commune de la Trinité des Laitiers ;

Considérant que les besoins en pointe du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé, s'élèvent à 4075 m³/jour ;

Considérant que le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé doit pouvoir répondre, dans des conditions satisfaisantes, aux besoins en eau potable de la population et garantir la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, prélevée dans le captage « La Gare » situé sur le territoire de la commune de Cisai Saint Aubin ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé :

- la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir de la source « La Gare », sis sur la commune de Cisai Saint Aubin,
- l'institution des périmètres de protection autour des ouvrages de captage ainsi que l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 : LOCALISATION ET IDENTIFICATION DES OUVRAGES DE CAPTAGE

Les ouvrages de captage sont situés sur la commune de Cisai Saint Aubin à proximité du lieu-dit « La Gare », sur la parcelle cadastrée n° 134 – section G.

Le captage « La Gare » est constitué d'une source identifiée sous le code de la banque du sous-sol : BSS000REFT (ancien indice national : 0213-4X-0005).

ARTICLE 3 : AUTORISATION D'UTILISER L'EAU PRÉLEVÉE EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé est autorisé à utiliser l'eau prélevée au captage « La Gare » situé sur la commune de Cisai Saint Aubin en vue de la consommation humaine après traitement sur la station « La Gare ».

ARTICLE 4 : FILIÈRE DE TRAITEMENT

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé est autorisé à exploiter la station de traitement des eaux provenant du captage « La Gare », en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Cette station est implantée sur la parcelle cadastrée n° 134, section G, commune de Cisai Saint Aubin. Avant refoulement vers le réseau d'adduction publique, l'eau subit un traitement de désinfection dans la station « La Gare » à Cisai Saint Aubin.

ARTICLE 5 : QUALITÉ DES MATÉRIAUX AU CONTACT AVEC L'EAU

Tous les matériaux, produits et procédés utilisés sur la filière de traitement de l'eau doivent être autorisés ou disposer d'agréments, d'attestations de conformité sanitaires (ACS) ou de preuve de conformité aux listes positives (CLP) du Ministère de la Santé pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

ARTICLE 6 : QUALITÉ DE L'EAU À L'ISSUE DU TRAITEMENT

La filière de traitement doit assurer la production d'une eau qui respecte en permanence les limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

A l'issue du traitement, l'eau ne doit être ni agressive, ni corrosive et ne doit pas gêner la désinfection ; l'eau produite ne doit pas contenir un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes.

ARTICLE 7 : SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS ET DE LA QUALITÉ DES EAUX

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont elle a la responsabilité. Il veille notamment à la protection de ses ressources ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour et mis à disposition des autorités de contrôle.

Toute difficulté particulière ou tout dépassement des exigences de qualité doivent être signalés aux autorités sanitaires sans délai.

Tout incident ou toute modification intervenus dans le fonctionnement de l'ouvrage de prélèvement et susceptibles d'avoir un impact qualitatif sur l'eau ou de compromettre la distribution d'eau potable, doivent être signalés aux autorités sanitaires sans délai.

ARTICLE 8 : CONTRÔLE SANITAIRE DE LA QUALITÉ DES EAUX

Indépendamment des analyses à réaliser en continu aux différentes étapes de la filière de traitement et de l'autocontrôle qui sera effectué par l'exploitant pour s'assurer du bon fonctionnement des installations de traitement indiqués dans l'article 7 du présent arrêté, l'autorité sanitaire réalise ou fait réaliser par le laboratoire agréé par le Ministère de la Santé, les prélèvements et analyses conformément à la réglementation en vigueur relative au programme du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.

ARTICLE 9 : DISPOSITIFS DE PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLONS D'EAU

Des dispositifs sont aménagés pour permettre de prélever sans difficulté des échantillons d'eau brute avant traitement, d'eau traitée et d'eau stockée dans les différents réservoirs du réseau de distribution.

ARTICLE 10 : SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

Les installations de captage et de stockage de l'eau brute sont conçues de façon à limiter au maximum les risques d'intrusion, conformément au guide de recommandations de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) « Protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » de novembre 2017 (document de référence à la date du présent arrêté), à détecter immédiatement une éventuelle intrusion et à apporter des éléments d'information concernant une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 11 : ÉVOLUTION DU TRAITEMENT OU DE L'ALIMENTATION EN EAU

Toute modification concernant, soit la filière de traitement et les conditions d'exploitation de la station de traitement soit l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé, devra être portée à la connaissance de l'autorité sanitaire, préalablement à sa mise en œuvre.

ARTICLE 12 : PLAN DE SÛRETÉ INTERNE ET DE SECOURS

La personne responsable de la production et de la distribution de l'eau est tenue d'élaborer un plan de sûreté interne et de secours dans un délai d'un an.

ARTICLE 13 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DE CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

13.1 DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE, RAPPROCHÉE ET ÉLOIGNÉE

Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un dépôt, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui

voudrait y apporter une modification susceptible d'avoir un impact sur la qualité ou la quantité des eaux, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire et au service chargé de la police de l'eau, en précisant :

1. les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
2. les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés et si nécessaire, l'avis d'un hydrogéologue agréé, ce dernier étant aux frais du pétitionnaire.

13.2 PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

Les limites du périmètre de protection immédiate sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et empêcher la dégradation des ouvrages.

Le périmètre de protection immédiate est défini conformément au plan joint en annexe et comprend la parcelle cadastrée n°134, section G sur la commune de Cisaï Saint Aubin, d'une superficie de 1805 m².

Les terrains correspondant au périmètre de protection immédiate deviendront et resteront propriété de la collectivité. Ce périmètre sera clôturé de façon efficace vis-à-vis des tentatives d'intrusions (avec clôture et portail de 2 mètres de hauteur minimum), aux frais du pétitionnaire.

La clôture qui entoure ce périmètre de protection devra être entretenue. Le portail d'accès au périmètre de protection immédiate devra être verrouillé en permanence ; les dispositifs interdisant l'accès aux ouvrages (captages, station de pompage) devront être installés, entretenus et verrouillés en permanence. Les ouvrages de prélèvement d'eau devront être conçus de façon à limiter au maximum les risques d'intrusion et détecter immédiatement une éventuelle intrusion.

L'aménagement de tout ouvrage, y compris la tête de captage, situés au sein des périmètres de protection immédiate, assurera une étanchéité vis-à-vis de tout écoulement ou déversement y compris accidentel et vis-à-vis des pénétrations animales.

Toutes dispositions techniques seront prises au niveau du trop-plein pour s'assurer qu'aucune remontée d'eau lors de crue ou d'animaux, ne puisse venir contaminer les eaux du captage.

Cet espace ainsi que l'ensemble des ouvrages, doivent être entretenus, maintenus en parfait état de propreté. La végétation régulièrement fauchée sera exportée. L'utilisation d'engrais, de désherbants ou de produits de traitement y est interdite.

Toutes activités autres que celles nécessitées par l'exploitation et l'entretien des ouvrages de prélèvement et de traitement de l'eau sont interdites.

Seuls les produits nécessaires à l'exploitation du captage seront stockés et le seront sur rétention.

En cas de ruissellement d'eaux pluviales issues de parcelles adjacentes, dans le périmètre de protection immédiate, un caniveau ou un talus périphérique de dérivation des eaux pluviales vers l'extérieur du périmètre clos sera créé.

L'accès au périmètre de protection immédiate et aux ouvrages se fait à partir de la route départementale n° 724.

Les seules personnes autorisées à pénétrer dans ce périmètre seront celles dûment habilitées par le maître d'ouvrage, son représentant et son exploitant.

Une signalisation spécifique interdira l'accès de cet enclos au public.

13.3 PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

Le périmètre de protection rapprochée est constitué des parcelles désignées au plan et à l'état parcellaire joints en annexe. Il comprend, une zone centrale (P1) et une zone périphérique (P2).

Sa surface totale est d'environ 85,6 hectares (ha) répartis de la façon suivante : 8,6 ha pour zone centrale et 77 ha pour la zone périphérique.

Dans ce périmètre, les dispositions de la réglementation générale sont complétées par les prescriptions suivantes :

13.3.1 PRESCRIPTIONS APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE (ZONE CENTRALE P1 ET ZONE PÉRIPHÉRIQUE P2)

13.3.1.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS PRÉSENTES DANS LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION :

13.3.1.1.1 Activités interdites

- La création de puits et de forages (y compris pour l'exploitation de l'énergie géothermique), à l'exception et par dérogation, des ouvrages de prélèvement d'eau pour la collectivité publique bénéficiaire du présent arrêté,

- La création de mares, étangs, plans d'eau,
- La suppression des zones humides,
- L'ouverture de carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines et d'aires d'emprunt de matériaux,
- La création de rejets d'eaux pluviales ou d'eaux issues de pompes à chaleur dans toute structure permettant l'engouffrement des fluides (puits, puisards, bétaires, ...),
- Le pâturage conduisant à la destruction du couvert végétal,
- La suppression des haies et talus, à l'exception des suppressions ponctuelles nécessaires dans le cadre des activités autorisées par le présent arrêté et de la création d'ouvertures pour les passages d'animaux et les accès aux parcelles. Ces suppressions sont soumises à autorisation auprès de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau.

Par ailleurs, la coupe d'arbres sans dessouchage, pour l'entretien des haies, est autorisée,

Les haies et talus présents dans le périmètre de protection rapprochée et par conséquent, concernés par ces prescriptions, sont reportés sur la carte figurant en annexe 4 du présent arrêté,

- La suppression des parcelles boisées et des friches, à l'exception des suppressions ponctuelles nécessaires dans le cadre des activités autorisées par le présent arrêté.
L'exploitation du bois reste possible sans dessouchage par arrachage ou broyage en profondeur. Le rognage des souches est autorisé jusqu'au niveau du sol.
Les zones boisées devront être identifiées en espaces boisés classés (EBC) dans le document d'urbanisme en vigueur au titre de l'article L.113.1 du code de l'urbanisme,
Les parcelles boisées et friches présentes dans le périmètre de protection rapprochée et par conséquent, concernées par ces prescriptions, sont reportées sur la carte figurant en annexe 4 du présent arrêté,
- L'utilisation des produits phytosanitaires sur les parcelles boisées, hormis pour la lutte sanitaire contre les parasites,
- L'installation de canalisations et de stockages d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature,
Cette interdiction ne s'applique pas aux ouvrages liés aux habitations et activités existantes, ni aux canalisations et stockages susceptibles d'améliorer la protection du captage.
Les stockages d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature doivent être mis en conformité avec la réglementation actuellement en vigueur.

13.3.1.1.2 Activités réglementées

- Les puits et forages existants, qui captent la même nappe que le captage d'eau destinée à la production d'eau potable, devront faire l'objet d'aménagements permettant de s'opposer à toute infiltration ou seront comblés selon les règles de l'art,
- Le remblaiement d'excavations ne pourra être réalisé qu'avec des matériaux naturels inertes,
- La création, le reprofilage ou la suppression des fossés sont soumis à autorisation auprès de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau,
- Les rejets d'eaux pluviales existants, réalisés par engouffrement de ces fluides dans le sous-sol, devront être supprimés si cela est techniquement et économiquement réalisable.

13.3.1.2 AGRICULTURE

13.3.1.2.1 Activités interdites

- L'utilisation des produits phytosanitaires pour le désherbage total, la destruction des Cultures Intermédiaires Pièges à Nitrates (CIPAN) et l'entretien des talus. Les entretiens devront être réalisés par des moyens mécaniques. Le désherbage chimique des adventices avant implantation de la culture suivante, devra rester exceptionnel et être pratiqué au maximum une fois par an,
- L'épandage des boues de station d'épuration et des produits assimilés ainsi que des fientes et fumiers de volailles,
- L'épandage de fertilisants sur les CIPAN,
- La création de drains agricoles,
- L'irrigation, sauf en localisé (goutte à goutte),
- L'élevage porcin et avicole de type plein air, à l'exception des élevages de type « familial »,
- La suppression des prairies permanentes. La conversion en boisement est toutefois possible, à l'exception des peupleraies ; elle est soumise à autorisation auprès de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau.
Les prairies permanentes présentes dans le périmètre de protection rapprochée et par conséquent, concernées par ces prescriptions, sont reportées sur la carte figurant en annexe 4 du présent arrêté,

- Les sols nus en période présentant un risque de ruissellement (automne-hiver) ; un couvert végétal sera mis en place. La destruction de ce couvert végétal pourra avoir lieu au plus tôt le 1er novembre, pour les sols à forte teneur en argile (sols dont la teneur en particules inférieures à 2 microns, est supérieure à 25%). Pour les autres sols, la destruction du couvert végétal ne pourra intervenir avant le 15 janvier.

13.3.1.2.2 Activités réglementées

- Sauf cas visés au 13.3.1.2.1, l'emploi des produits phytosanitaires pour la conduite des cultures demeure autorisé sous réserve qu'il soit réalisé dans le cadre d'une action de maîtrise des apports, menée sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée,
- L'utilisation des produits phytosanitaires pour le traitement des adventices (rumex, chardons ...) est autorisée sur les parcelles en prairies, à la condition que le traitement soit localisé et limité à un passage par an maximum,
- La régénération des prairies sans labour est autorisée. En cas d'impossibilité de régénération des prairies sans labour en raison de leur état de forte dégradation, la rénovation par retournement et réimplantation devra être réalisée par des techniques limitant la période de sol à nu et est conditionnée au respect des dispositions énoncées ci-après :
 - tout projet de rénovation d'une prairie doit faire l'objet d'une demande préalable auprès du président de la collectivité bénéficiaire du présent arrêté au moins 2 mois avant la date prévue de rénovation,
 - le pourcentage de la superficie des prairies rénovées est limité à 5% par an de la superficie totale du périmètre de protection rapprochée,
 - la destruction de la prairie en place par l'emploi de produits phytosanitaires est interdite,
 - aucune fertilisation de la prairie nouvellement implantée n'est effectuée avant l'année N+2,
 - la rénovation des prairies rénovées ne peut intervenir avant un délai minimum de 8 ans, sauf situation climatique exceptionnelle,
- La fertilisation des parcelles et d'une manière générale les pratiques agricoles doivent respecter la réglementation applicable dans le secteur et a minima, le Code des Bonnes Pratiques Agricoles,
- Les stockages et manipulations de produits phytosanitaires, d'engrais minéraux liquides, d'hydrocarbures liquides ou de produits susceptibles de dégrader la ressource en eau sont autorisés uniquement sur le siège d'exploitation et doivent s'effectuer sur des aires aménagées de façon à pouvoir recueillir et confiner tout déversement accidentel ; les stockages d'engrais minéraux solides doivent s'effectuer à l'abri des eaux de pluie et de ruissellement,
- La création de bâtiments d'élevage pourra être autorisée uniquement dans le cadre de mises aux normes, rénovations ou d'extensions d'exploitations existantes.
Les projets ne devront apporter aucune dégradation de la situation existante au regard des risques de pollution des eaux.

13.3.1.3 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES, ARTISANALES ET COMMERCIALES

13.3.1.3.1 Activités interdites

- L'installation d'activités industrielles, artisanales ou commerciales qui présenteraient un danger d'altération de la qualité des eaux,
- Toutes activités de stockage et de traitement de déchets, y compris de déchets inertes.

13.3.1.3.2 Activités réglementées

- Hormis les systèmes verticaux d'exploitation de l'énergie géothermique qui sont interdits par l'article 13.3.1.1.1 du présent arrêté, les dispositifs de captage d'énergies renouvelables sont soumis à autorisation auprès de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau,
- En dehors des installations classées pour la protection de l'environnement, les stockages et manipulations de produits susceptibles de dégrader la ressource en eau, y compris l'entreposage de matériel pouvant contenir ce type de produits, devront s'effectuer sur des aires aménagées de façon à pouvoir recueillir et confiner tout déversement accidentel.

13.3.1.4 HABITAT-URBANISME - VOIRIES - RÉSEAUX

13.3.1.4.1 Activités interdites

- L'infiltration d'eaux usées traitées autres que les effluents de dispositifs d'assainissement autonome,
- La création de stations d'épuration destinées au traitement des eaux usées de l'assainissement collectif y compris des lagunages,
- La création et l'extension de cimetières,

- La création et l'extension de campings, parcs résidentiels de loisirs, aires aménagées pour le stationnement des camping-cars et installations analogues, hormis les campings à la ferme attenants au siège d'exploitation (6 emplacements ou 20 personnes maximum),
- La création de golfs,
- La création de voies de communication nouvelles (voies routières et voies ferrées), à l'exception des voies de desserte de propriétés bâties ou non et des voiries visant à réduire les risques pour le captage, En cas de modification d'une voirie existante, les eaux de ruissellement de la plate-forme routière ne devront pas être dirigées vers le captage,
- La création de terrains d'entraînement et l'organisation de compétitions de sports mécaniques.

13.3.1.4.2 Activité réglementée

- Toutes dispositions seront prises pour écarter du site de pompage les eaux de ruissellement issues des voies de communication situées à proximité et ne pas en favoriser la stagnation à proximité du captage.

13.3.2 PRESCRIPTIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES UNIQUEMENT DANS LA ZONE CENTRALE P1 DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

13.3.2.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS PRÉSENTES DANS LE P1 :

Activités interdites

- L'enfouissement de cadavres d'animaux,
- Les affouragements permanents à la parcelle. Les points d'affouragement temporaires, les robinets d'herbage et les abreuvoirs doivent être installés à plus de 150 mètres des clôtures du périmètre de protection immédiate.

13.3.2.2 AGRICULTURE

Activités interdites

- L'épandage des déjections animales liquides et des produits assimilés (lisiers, purins,...).
- Les stockages temporaires au champ de fumier compact pailleux.

13.3.2.3 HABITAT- URBANISME - VOIRIES - RÉSEAUX

Activité interdite

- La création de constructions à l'exception de celles destinées au fonctionnement de la distribution publique d'eau potable et de celles en extension ou en rénovation de constructions existantes.

13.3.3 PRESCRIPTIONS SUPPLÉMENTAIRES APPLICABLES UNIQUEMENT DANS LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE P2 DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

13.3.3.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS PRÉSENTES DANS LE P2 :

Activité réglementée

- Les affouragements permanents devront se faire sur un sol stabilisé. Les points d'affouragement permanents ou temporaires, les robinets d'herbage et les abreuvoirs doivent être installés à plus de 150 mètres des clôtures du périmètre de protection immédiate.

13.3.3.2 AGRICULTURE

Activité réglementée

- Les stockages temporaires au champ, de fumier compact pailleux sont autorisés, aux conditions que leur implantation respecte une distance de 150 mètres par rapport aux clôtures du périmètre de protection immédiate et que leur durée soit de 3 mois maximum.

13.3.3.3 HABITAT- URBANISME - VOIRIES - RÉSEAUX

13.3.3.3.1 Activités interdites

- La création de constructions à l'exception de :
 - celles destinées au fonctionnement de la distribution publique d'eau potable,
 - celles en extension ou en rénovation de bâtiments existants,
 - celles situées dans les zones destinées à l'urbanisation définies par un document d'urbanisme à la date d'adoption du présent arrêté.

13.3.3.3.2 Activité réglementée

- Pour les constructions nouvelles situées dans les zones destinées à l'urbanisation le devenir des eaux pluviales sera soumis à l'avis de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau.

13.3.4 PRESCRIPTION PARTICULIÈRE

- Les travaux de collecte des eaux du trop plein du captage, en limite sud du périmètre de protection immédiate, devront être repris afin d'empêcher toute stagnation à proximité immédiate de ce périmètre.

13.4 PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

Le périmètre de protection éloignée est défini conformément au plan joint en annexe du présent arrêté.

Le périmètre de protection éloignée est conçu comme une zone dans laquelle les projets devront être examinés par les services de l'État sous l'angle de l'incidence qu'ils peuvent avoir, par les rejets potentiels directs ou indirects qu'ils sont susceptibles d'introduire dans le sous-sol.

Sont concernés, entre autres, les projets de :

- installations classées,
- épandage d'effluents d'élevage, de boues de station d'épuration, d'engrais minéraux,
- voiries nouvelles,
- constructions nouvelles, lotissements,
- stockages d'hydrocarbures ou de produits chimiques,
- canalisations de fluides à risques,
- creusement d'étangs ou de plans d'eau,
- creusement de puits ou de forages,
- création ou extension de bâtiments d'élevage et locaux professionnels de toute nature et de toute taille.

Par ailleurs, la fertilisation des cultures et les pratiques culturales respectant le Code des Bonnes Pratiques Agricoles, seront favorisées.

ARTICLE 14 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Le maître d'ouvrage met en place un comité de suivi, avec notamment les représentants locaux concernés par les périmètres de protection. Chaque année, il transmet à l'ARS de Normandie un bilan relatif à la mise en place des périmètres de protection.

ARTICLE 15 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de sa signature.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages participent à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 16 : EXPROPRIATION

Les expropriations éventuelles devront intervenir dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 17 : INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Conformément aux engagements pris par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé lors de sa délibération en date du 8 décembre 2004, le pétitionnaire devra indemniser les tiers des préjudices directs, matériels et certains qu'ils pourront prouver leur avoir été causés du fait de la dérivation des eaux ou des servitudes instituées.

ARTICLE 18 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté sera :

- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Orne et accessible sur le site internet de la Préfecture de l'Orne : www.orne.pref.gouv.fr, pour une durée d'un an,
- publié à la conservation des hypothèques du département de l'Orne,
- mis à disposition du public et affiché en mairie de la commune de Cisi Saint Aubin et aux endroits habituels d'affichage, ainsi qu'au siège du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Gacé pendant une durée de deux mois. Le maire de la commune concernée conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation, précisant notamment les lieux d'affichage, est inséré par les soins de la Préfète de l'Orne et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Un extrait de cet arrêté est par ailleurs adressé sans délai, par le bénéficiaire des servitudes à chaque propriétaire ou ayant droit intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire ou ayant droit est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par le soin du maire de la commune de Cisai Saint Aubin.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité sanitaire dans un délai de 6 mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 19 : ANNEXION AUX DOCUMENTS D'URBANISME

Les servitudes du présent arrêté sont annexées aux documents d'urbanisme existants ou futurs conformément aux articles L. 151-43 et L. 161-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 20 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

ARTICLE 21 : DROIT DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète de l'Orne ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre compétent.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de CAEN sis 3, rue Arthur Leduc – B.P. 536 – 14036 CAEN Cedex.

• en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique :

En application de l'article R 421-1 du Code de justice Administrative – par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois, à compter de son affichage en mairie.

• en ce qui concerne les servitudes publiques :

En application de l'article R 421-1 du Code de justice Administrative – par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La saisine du tribunal administratif de Caen peut se faire via Télérecours citoyen www.telerecours.fr.

ARTICLE 22 : MESURES EXÉCUTOIRES

La Préfète de l'Orne,

Le Sous Préfet de Mortagne au Perche,

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Gacé,

Le Maire de la commune de Cisai Saint Aubin,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie,

Le Directeur Départemental des Territoires de l'Orne,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie,

Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Orne,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 07 SEP. 2020

La Préfète de l'Orne

Pour la Préfète,
Le sous-Préfet,
Secrétaire Général

Liste des annexes :

Annexe 1 : plan de situation

Annexe 2 : plan parcellaire

Annexe 3 : état parcellaire

Annexe 4 : état initial de l'occupation des sols et des haies

Charles BARBIER

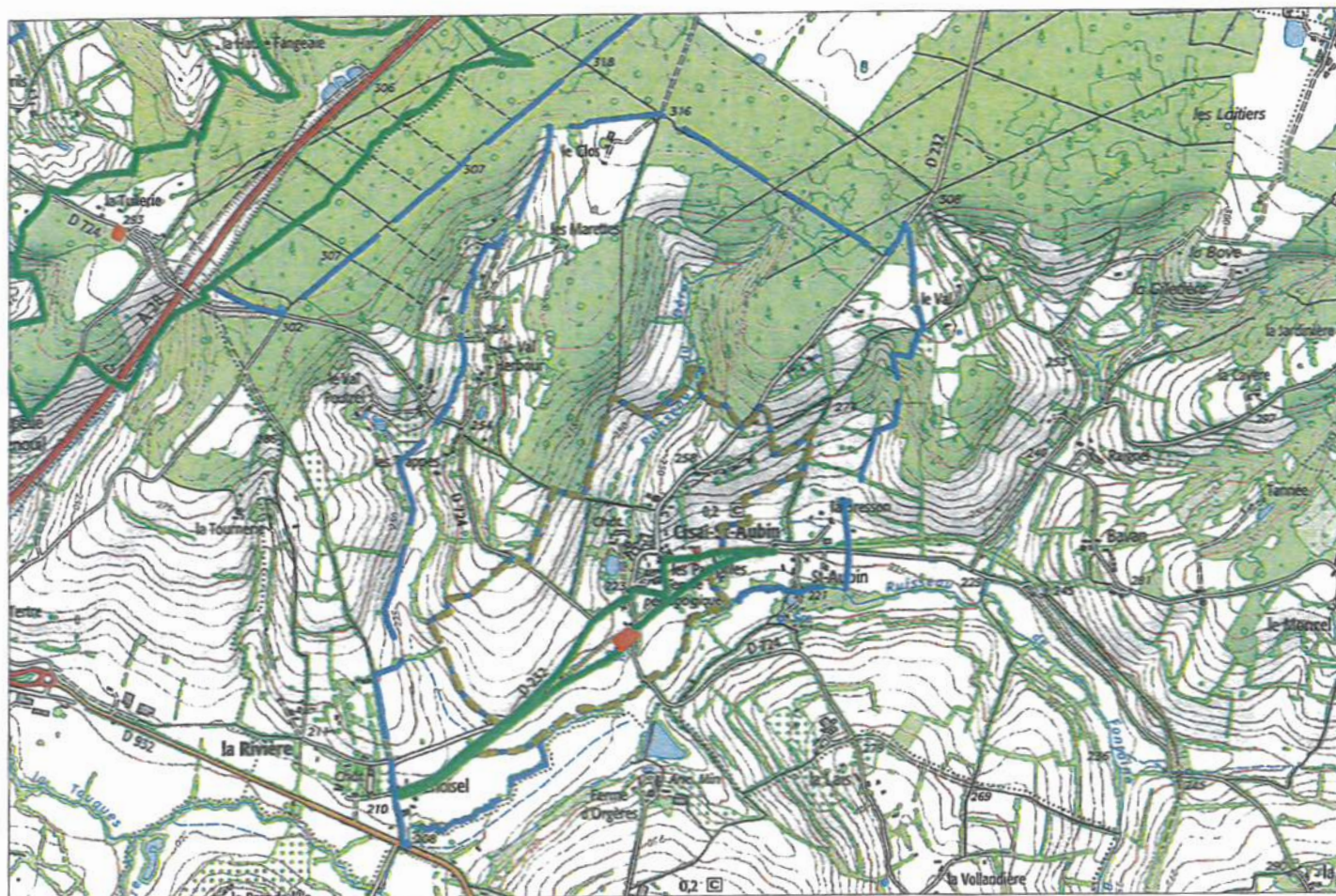


SIAEP de Gacé - Périmètre de protection

Captage "la Gare" - Commune de Cisai Saint Aubin

Pour la Présidente,
Le Secrétaire
Secrétaire Général

Charles BARBIER



0 300 600 900

Mètres

Echelle 1:25 000

- Périmètre de protection immédiate P0
- Périmètre de protection rapprochée central P1
- - - Périmètre de protection rapprochée périphérique P2
- - - Périmètre de protection éloignée

LISTE DES PARCELLES (ordre : sections et numéros)

Annexe 3

Commune CISA-SAINTE-AUBIN

Périmètre : Captage de la Gare

Bourla Préfète,
Le sous-Préfet,
Secrétaire Général

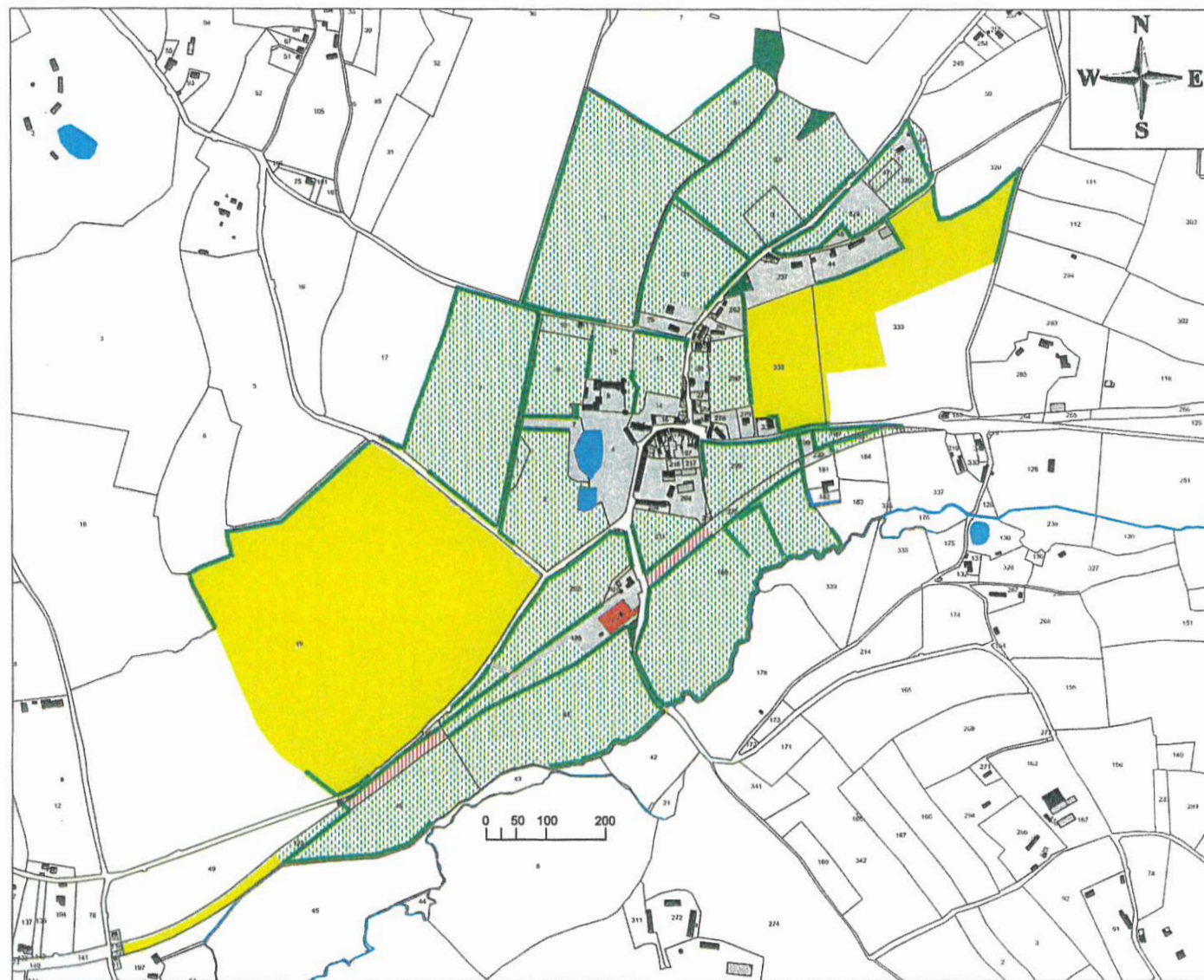
Section	Numéro	Subdi	Lieu-dit	Surface(ha)	C.T	Périmètre	Propriétaire
A	1	/	LES ECUS	6,5045	P03	P 2	G11 Charles BARBIER
A	25	/	LES SEIGLIERIES	0,25	P04/S	P 2	G44
A	3	/	LES SEIGLIERIES	0,546	L01	P 2	G12
A	31	/	LES SEIGLIERIES	2,2482	P	P 2	G44
A	32	/	LES SEIGLIERIES	4,1853	P	P 2	G12
A	4	/	BOIS DE CISA	0,1225	BS02	P 2	G12
A	5	/	LE DEROT	1,6745	P05	P 2	G4
F	1	/	LE CHATEAU	0,183	BR01	P 2	G47
F	10	/	LE CHATEAU	0,2385	J01	P 2	G47
F	11	/	LE CHATEAU	0,0065	S	P 2	G47
F	12	/	LE CHATEAU	0,733	P04	P 2	G47
F	13	/	LE CHATEAU	0,8725	P03	P 2	G47
F	14	/	LE BOURG	0,3185	S	P 2	G46
F	15	/	LE BOURG	0,039	S	P 2	G46
F	16	/	LE BOURG	0,054	S	P 2	G13
F	17	/	LE BOURG	0,014	S	P 2	G16
F	18	/	LE BOURG	0,008	S	P 2	G16
F	180	/	HERBAGE DE CISA	5,7185	P04	P 2	G13
F	189	/	SAINT AUBIN	0,185	J01	P 1	G27
F	19	/	LE BOURG	0,009	J01	P 2	G16
F	190	/	SAINT AUBIN	0,0875	P02	P 1	G43
F	192	/	LE BOURG	0,001	S	P 2	G41
F	193	/	LE BOURG	0,018	S	P 2	G29
F	194	/	LE BOURG	0,002	J01	P 2	G41
F	195	/	LE BOURG	0,0145	S	P 2	G41
F	196	/	LE BOURG	0,008	S	P 2	G8
F	197	/	LE BOURG	0,0885	J01/S	P 2	G8
F	198	/	LE BOURG	0,007	S	P 2	G28
F	199	/	LE BOURG	0,039	S	P 2	G46
F	2	/	LE CHATEAU	2,364	P04	P 2	G47
F	20	/	LE BOURG	0,0215	S	P 2	G45
F	200	/	LE BOURG	0,003	S	P 2	G46
F	201	/	LE BOURG	0,033	S	P 2	G14
F	202	/	LE BOURG	0,007	S	P 2	G19
F	203	/	LE BOURG	0,008	J01/S	P 2	G46
F	204	/	LE BOURG	0,0075	S	P 2	G25
F	206	/	LE BOURG	0,022	S	P 2	G21
F	207	/	LE BOURG	0,0165	S	P 2	G11
F	208	/	LE BOURG	0,8175	S	P 2	G11
F	209	/	LE BOURG	0,0625	J01	P 2	G11
F	21	/	LE BOURG	0,007	S	P 2	G45
F	210	/	LE BOURG	0,014	L01	P 1	G13
F	211	/	HERBAGE DE CISA	0,717	P04	P 1	G13
F	213	/	LE BOURG	0,003	S	P 2	G45
F	216	/	LE BOURG	0,0514	J01	P 2	G19
F	217	/	LE BOURG	0,0536	J01	P 2	G19
F	22	/	LE BOURG	0,0026	S	P 2	G45
F	222	/	LE BOURG	0,0111	S	P 2	G5
F	223	/	LE BOURG	0,0094	S	P 2	G23
F	225	/	SAINT AUBIN	0,677	P05	P 1	G13

LISTE DES PARCELLES (ordre : sections et numéros)

Commune : CISA-SAINTE-AUBIN			Périmètre :Captage de la Gare			page 2	
Section	Numéro	Subdi	Lieu-dit	Surface(ha)	C.T.	Périmètre	Propriétaire
F	23	/	LE BOURG	0,0025	S	P 2	G45
F	232	/	SAINT AUBIN	0,0975	P05	P 1	G43
F	235	/	LE BOURG	0,0205	S	P 2	G38
F	236	/	LE BOURG	0,0327	S	P 2	G32
F	237	/	LE BOURG	0,7063	AB01	P 2	G31
F	239	/	LE BOURG	0,0219	S	P 2	G23
F	24	/	LE BOURG	0,004	S	P 2	G45
F	240	/	LE BOURG	0,002	S	P 2	G22
F	241	/	LE BOURG	0,0685	S	P 2	G24
F	25	/	LE BOURG	0,0035	S	P 2	G46
F	253	/	LE BOURG	0,0345	S	P 2	G26
F	26	/	LE BOURG	0,224	S	P 2	G30
F	262	/	LE BOURG	0,243	P02/S	P 2	G34
F	263	/	LE BOURG	0,158	P02/S	P 2	G37
F	27	/	LE BOURG	0,043	J01	P 2	G30
F	278	/	LE BOURG	0,1587	PP07	P 2	G39
F	279	/	LE BOURG	0,12	S	P 2	G40
F	28	/	LE BOURG	0,0335	S	P 2	G17
F	280	/	LE BOURG	0,774	PP07	P 2	G30
F	29	/	LE BOURG	0,0305	J01	P 2	G18
F	299	/	HERBAGE DE CISA	1,2891	PP07	P 1	G13
F	3	/	LE CHATEAU	0,1105	E01	P 2	G47
F	31	/	LE BOURG	0,0785	S	P 2	G18
F	32	/	LE BOURG	0,077	S	P 2	G20
F	328	/	CHAMP MOREL	0,9088	P	P 2	G9
F	329	/	CHAMP MOREL	0,7887	P	P 2	G10
F	33	/	LE BOURG	0,1015	S	P 2	G46
F	332	/	PIECE DE CISA	2,6184	T	P 2	G48
F	333	p2	PIECE DE CISA	4,6238	T/P	P 2	G13
F	334	/	SAINT AUBIN	0,084	P	P 1	G1
F	335	/	SAINT AUBIN	0,1465	P	P 1	G43
F	345	/	LE BOURG	0,0568	S	P 2	G38
F	346	/	LE BOURG	0,0117	S	P 2	G26
F	38	/	LE BOURG	0,013	S	P 2	G35
F	4	/	LE CHATEAU	1,079	P03	P 2	G47
F	41	/	LE BOURG	0,095	P02	P 2	G33
F	44	/	LE BOURG	0,745	T01/S	P 2	G30
F	45	/	CHAMP MOREL	0,078	J01	P 2	G45
F	47	/	CHAMP MOREL	0,121	P04	P 2	G10
F	48	/	CHAMP MOREL	0,138	P04	P 2	G2
F	5	/	LE CHATEAU	0,0225	S	P 2	G47
F	6	/	LE CHATEAU	0,299	E01	P 2	G47
F	7	/	LE CHATEAU	0,378	BR01	P 2	G47
F	8	/	LE CHATEAU	0,361	S	P 2	G47
F	9	/	LE CHATEAU	1,2535	P03	P 2	G47
G	116	/	PARC DU CHOISEL	0,0585	BT03	P 1	G13
G	123	/	PARC DU CHOISEL	1,3252	L01	P 1	G42
G	134	/	LA GARE	0,1805	S	P 0	G15
G	135	/	LA GARE	1,586	P04/S	P 1	G49
G	201	/	LES CARRIERES	0,0664	P03	P 1	G49

LISTE DES PARCELLES (ordre : sections et numéros)

Commune : CISA-SAINTE-AUBIN			Périmètre : Captage de la Gare			page 3	
Section	Numéro	Subdi	Lieu-dit	Surface(ha)	C.T.	Périmètre	Propriétaire
G	202	/	LES CARRIERES	2,2996	P03	P 1	G13
G	39	/	LES CARRIERES	0,0125	P03	P 1	G46
G	41	/	LES CARRIERES	4,7465	P3/P4	P 2	G13
G	46	/	PARC DU CHOISEL	2,749	P03	P 2	G13
ZA	7	/	LA COUTURE	5,3922	P04	P 2	G11
ZA	8	p2	LES TRAPPES	0,2032	P	P 2	G3
ZB	19	p2	LES CHAMPS FORTIERS	19,8981	P04	P 2	G42



SYNDICAT DEPARTEMENTAL
DE L'EAU DE L'ORNE



Source de "La Gare"
Commune de CISAÏ SAINT
AUBIN

Plan des haies, et
occupation des sols
SYNTHESE SIMPLIFIEE

- Haie
- Périmètre immédiat
- Bâti et associé
- Prairie permanente
- Bois et taillis
- Prairie en friche
- Parcelle cultivée

Inventaire 2018

Carte thématique élaborée d'après le Cadastre vectoriel - Direction Générale des Finances Publiques

Charles BARBIER

Pour la carte,
Le Secrétaire

Annexe 4



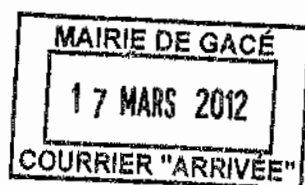
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

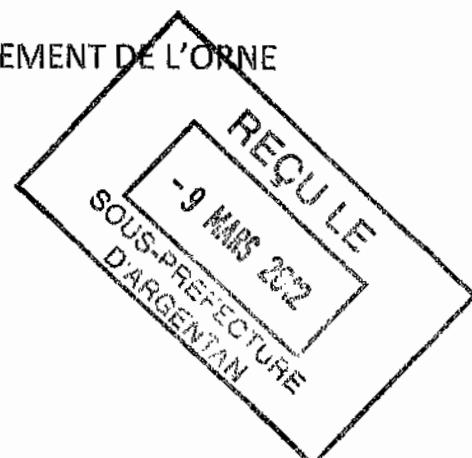
1.4/ Classement sonore des infrastructures de transport terrestre sur le déplacement dans l'Orne

- Arrêté Préfectoral du 24 octobre 2011
- Arrêté rectificatif concernant l'arrêté préfectoral de classement des infrastructures de transports terrestres dans le département de l'Orne du 29 janvier 2015

COMMUNE DE GACÉ



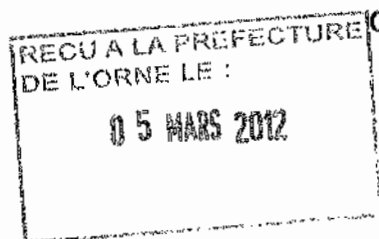
DEPARTEMENT DE L'ORNE



PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE GACÉ

Mise à jour

Classement sonore des infrastructures
de transports terrestres



NOMENCLATURE

- Arrêté Préfectoral :
- Arrêté Préfectoral du 24 octobre 2011
- Plan de zonage annexes Servitudes d' Utilité Publique en 1/5000^{ème}
- Arrêté communal n° 2011-41 du 3 novembre 2011

COMMUNE DE GACÉ

COMMUNE DE **GACÉ**

PLAN LOCAL D'URBANISME

Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

MISE A JOUR

Vu pour être annexé à l'arrêté communal n° 2011-41 du 3 novembre 2011

portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gacé.

Le maire de la commune de Gacé

le 29/02/2012



François DREUX

POS approuvé	Le : 22/06/1977
1 ^{ère} modification	Le : 05/12/1978
2 ^{ème} modification	Le : 19/05/1988
3 ^{ème} modification	Le : 27/04/2002
1 ^{ère} révision	Le : 15/02/1990
2 ^{ème} révision	Le : 13/10/2005

ARRÊTÉ DU MAIRE
portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de Gacé

N° 2011-41

Le Maire de la Commune de Gacé

- Vu le code de l'Urbanisme, et notamment ses articles R. 123-14 et R. 123-22,
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 13 octobre 2005 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011 portant mise à jour du classement sonore des infrastructures de transports terrestres sur le déplacement de l'Orne,
- Vu la carte du classement sonore annexée à l'arrêté préfectoral.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de Gacé est mis à jour à la date du présent arrêté. À cet effet, ont été ajoutées aux annexes du plan les documents suivants :

- le présent arrêté.
- l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011 portant mise à jour du classement sonore des infrastructures de transports terrestres sur le déplacement de l'Orne.
- la carte du classement sonore correspondant.

ARTICLE 2 : Ces documents sont tenus à disposition du public à la mairie. Ils sont également accessibles sur le site Internet de la Direction Départementale des Territoires et sur celui de la Préfecture de l'Orne aux adresses suivantes :

- <http://www.orne.developpement-durable.gouv.fr>
- <http://www.orne.gouv.fr>

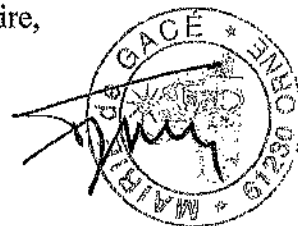
ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois. Un certificat d'affichage précisant les dates de début et de fin d'affichage sera adressé au bureau STD/MTD de la DDT de l'Orne.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée au Préfet de l'Orne.

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire et Madame le secrétaire de mairie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GACE, le 03 Novembre 2011

Le Maire,



François DREUX



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction
Départementale
des Territoires

PREFET DE L'ORNE

**Arrêté préfectoral de classement sonore
des infrastructures de transports terrestres
dans le département de l'Orne**

NOR-2370-11- 0083

Le Préfet du Département de l'Orne, Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement dans ses articles L.571-9 et suivants, et R 125-28, R.571-32 à R.571-43 , relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres ;

Vu le Code de l'Urbanisme, dans ses articles R111-3, R 123-13, R 123-14, et R 123-22 relatifs à la localisation et la desserte des constructions, aménagements, installations et travaux dans le règlement national d'urbanisme et le contenu des plans locaux d'urbanisme ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, dans ses articles L 111-11-1, R 111-4-1 et R 111-23-2 relatifs aux règles d'isolement acoustique des bâtiments ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu la circulaire interministérielle en date du 25 mai 2004 sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'avis des communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage des infrastructures terrestres, suite à leur consultation en date du 16 mars 2011 conformément à l'article R.571-39 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département de l'Orne en date du 16 septembre 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE :

Article 1

L'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département de l'Orne en date du 16 septembre 2005 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de l'Orne aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 3 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

Article 3

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain.

AUTOROUTES						
Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DEBUTANT	PR FINISSANT			
A28	CERISÉ	158+470	160+230	2	250	Ouvert
A28	VALFRAMBERT	160+230	164+120	2	250	Ouvert
A28	SEMALLÉ	tracé sur Valframbert		2	250	Ouvert
A28	FORGES	164+120	167+000	2	250	Ouvert
A28	VINGT-HANAPS	167+000	169+370	2	250	Ouvert
A28	STGERVAIS DU PERRON	169+370	171+070	2	250	Ouvert
A28	NEAUPHE SOUS ESSAI	171+070	174+800	2	250	Ouvert
A28	BURSARD	tracé sur Neauphe		2	250	Ouvert
A28	SÉES	174+800	181+500	2	250	Ouvert
A28	SÉES	181+500	181+890	3	100	Ouvert
A28	NEUVILLE PRES SÉES	181+890	186+350	3	100	ouvert
A28	CHAILLOUÉ	186+350	187+470	3	100	Ouvert
A28	GODISSON	187+470	189+100	3	100	Ouvert
A28	MARMOUILLÉ	tracé sur Godisson		3	100	Ouvert
A28	LE MERLERAULT	189+100	190+800	3	100	Ouvert
A28	NONANT LE PIN	190+800	191+250	3	100	Ouvert
A28	ST-GERMAIN DE CLAIREFEUILLE	191+250	193+200	3	100	Ouvert
A28	MÉNIL-FROGER	193+200	195+750	3	100	Ouvert
A28	CROISILLES	195+750	199+050	3	100	Ouvert
A28	COULMER	199+050	200+500	3	100	Ouvert
A28	COULMER	200+500	200+750	2	250	Ouvert
A28	GACÉ	200+750	201+100	2	250	Ouvert
A28	COULMER	201+100	201+400	2	250	Ouvert
A28	GACÉ	201+400	203+400	2	250	Ouvert
A28	CISAI ST AUBIN	tracé sur Gacé		2	250	Ouvert
A28	ST-ÉVROULT DE MONTFORT	203+400	207+720	2	250	Ouvert
A28	CHAUMONT	207+720	210+250	2	250	Ouvert
A28	LE SAP ANDRÉ	210+250	210+570	2	250	Ouvert
A28	CHAUMONT	210+570	210+800	2	250	Ouvert
A28	HEUGON	210+800	210+900	2	250	Ouvert
A28	CHAUMONT	210+900	211+070	2	250	Ouvert
A28	HEUGON	211+070	213+490	2	250	Ouvert
A28	MONAI (Limite Orne/Eure)	213+490	216+890	2	250	Ouvert

AUTOROUTES (suite)						
Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DÉBUTANT	PR FINISSANT			
A88	CHAILLOUÉ	Tracé sur Sées		3	100	Ouvert
A88	SÉES	000+000	001+600	3	100	Ouvert
A88	MACÉ	001+600	007+400	3	100	Ouvert
A88	MORTRÉE	007+400	009+100	3	100	Ouvert
A88	MÉDAVY	009+100	009+800	3	100	Ouvert
A88	MORTRÉE	009+800	010+000	3	100	Ouvert
A88	MÉDAVY	010+000	010+550	3	100	Ouvert
A88	MARCEI	010+550	014+100	3	100	Ouvert
A88	BOISSEI LA LANDE	Tracé sur Marcel		3	100	Ouvert
A88	ST-LOYER DES CHAMPS	014+100	015+517	3	100	Ouvert
A88	ARGENTAN	015+517	015+967	3	100	Ouvert
A88	ST-CRISTOPHE LE JAOLET	015+967	016+217	3	100	Ouvert
A88	ARGENTAN	016+217	016+517	3	100	Ouvert
A88	VRIGNY	016+517	017+883	3	100	Ouvert
A88	FLEURÉ	017+883	020+267	3	100	Ouvert
A88	SARCEAUX	020+267	021+681	3	100	Ouvert
A88	FONTENAI SUR ORNE	021+681	022+894	3	100	Ouvert
A88	GOULET	022+894	025+436	3	100	Ouvert
A88	MOULIN SUR ORNE	025+436	027+036	3	100	Ouvert
A88	OCCAGNES	027+036	027+838	3	100	Ouvert
A88	SENTILLY	027+838	030+447	3	100	Ouvert
A88	COMMEAUX	030+447	030+544	3	100	Ouvert
A88	RI	030+544	032+926	3	100	Ouvert
A88	RONAI	032+926	034+437	3	100	Ouvert
A88	(La Hoguette – commune du Calvados)	034+437	034+707	Tracé sur le département du Calvados		
A88	NECY	034+707	034+738	3	100	Ouvert
A88	(La Hoguette – commune du Calvados)	034+738	034+907	Tracé sur le département du Calvados		
A88	NECY (limite Orne/Calvados)	034+907	036+163	3	100	Ouvert

ROUTES NATIONALES						
Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DÉBUTANT	PR FINISSANT			
RN 12	MOUSSONVILLIERS	0+000	1+380	3	100	ouvert
RN 12	ST MAURICE LES CHARENCEI	1+380	2+373	3	100	ouvert
RN 12	ST MAURICE LES CHARENCEI	2+373	3+291	3	100	ouvert
RN 12	ST MAURICE LES CHARENCEI	3+291	3+900	3	100	ouvert
RN 12	ST MAURICE LES CHARENCEI	3+900	4+200	2	250	Rue en U
RN 12	ST MAURICE LES CHARENCEI	4+200	4+422	3	100	ouvert
RN 12	ST MAURICE LES CHARENCEI	4+422	7+740	3	100	ouvert
RN 12	L'HOMME CHAMONDOT-LA POTERIE AU PERCHE	7+740	9+050	3	100	ouvert
RN 12	LA VENTROUZE	9+050	10+640	3	100	ouvert
RN 12	LA VENTROUZE - TOUROUVRE	10+640	10+704	3	100	ouvert
RN 12	LA VENTROUZE	10+704	10+940	3	100	ouvert
RN 12	LA VENTROUZE	10+940	11+510	3	100	ouvert
RN 12	TOUROUVRE	11+510	17+621	3	100	ouvert
RN 12	TOUROUVRE	17+621	18+100	3	100	ouvert
RN 12	BIVILLIERS	18+100	18+885	3	100	ouvert
RN 12	FEINGS	18+885	19+170	3	100	ouvert
RN 12	BIVILLIERS - FEINGS	19+170	19+650	3	100	ouvert
RN 12	VILLIERS sous MORTAGNE. - FEINGS	19+650	20+140	3	100	ouvert
RN 12	VILLIERS SOUS MORTAGNE	20+140	20+520	3	100	ouvert
RN 12	VILLIERS SOUS MORTAGNE	20+520	20+930	3	100	ouvert
RN 12	VILLIERS SOUS MORTAGNE	20+930	22+320	3	100	ouvert
RN 12	VILLIERS SOUS MORTAGNE	22+320	23+000	3	100	ouvert

ROUTES NATIONALES (suite)

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DEBUTANT	PR FINISSANT			
RN 12	ST HILAIRE LE CHÂTEL	23+000	23+262	3	100	ouvert
RN 12	ST HILAIRE LE CHÂTEL	23+262	25+500	3	100	ouvert
RN 12	ST LANGIS LÈS MORTAGNES	25+500	26+147	3	100	ouvert
RN 12	ST LANGIS LÈS MORTAGNES	26+147	26+780	3	100	ouvert
RN 12	ST HILAIRE LE CHÂTEL	26+780	27+548	3	100	ouvert
RN 12	ST HILAIRE LE CHÂTEL	27+548	28+480	3	100	ouvert
RN 12	COURGEOST	28+480	30+000	3	100	ouvert
RN 12	COURGEOST	30+000	32+440	3	100	ouvert
RN 12	BOËCÉ	32+440	34+500	3	100	ouvert
RN 12	LA MESNIÈRE	34+500	35+720	3	100	ouvert
RN 12	LA MESNIÈRE	35+720	36+465	3	100	ouvert
RN 12	BURÉ	36+465	37+000	3	100	ouvert
RN 12	BURÉ	37+000	39+540	3	100	ouvert
RN 12	ST JULIEN SUR SARTHE	39+540	42+190	3	100	ouvert
RN 12	LE MÉLE SUR SARTHE	42+190	42+690	3	100	ouvert
RN 12	ST LÉGER SUR SARTHE	42+690	43+075	3	100	ouvert
RN 12	ST LÉGER SUR SARTHE	43+075	43+190	3	100	ouvert
RN 12	ST LÉGER SUR SARTHE	43+190	46+000	3	100	ouvert
RN 12	MARCHEMAISON	Tracé sur Saint Léger		3	100	ouvert
RN 12	ST LÉGER SUR SARTHE	46+000	48+100	3	100	ouvert
RN 12	LES VENTES DE BOURSES	48+100	48+880	3	100	ouvert
RN 12	LES VENTES DE BOURSES	48+880	50+200	3	100	ouvert
RN 12	LE MENIL BROÛT	50+200	50+628	3	100	ouvert
RN 12	LE MENIL BROÛT	50+628	50+758	3	100	ouvert
RN 12	LE MENIL BROÛT	50+758	50+947	3	100	ouvert
RN 12	LE MENIL BROÛT	50+947	53+000	3	100	ouvert
RN 12	HAUTERIVE	53+000	53+783	3	100	ouvert
RN 12	HAUTERIVE	53+783	55+706	3	100	ouvert
RN 12	HAUTERIVE	55+706	56+365	3	100	ouvert
RN 12	SEMALLE	56+365	60+020	3	100	ouvert
RN 12	VALFRAMBERT	60+020	61+055	3	100	ouvert
RN 12	CERISÉ	61+055	61+367	3	100	ouvert
RN 12	CERISÉ	61+367	61+620	3	100	ouvert
RN 12	CERISÉ	61+620	61+700	2	250	ouvert
RN 12	VALFRAMBERT	61+700	63+300	2	250	ouvert
RN 12	VALFRAMBERT	63+300	63+493	3	100	ouvert
RN 12	VALFRAMBERT	63+493	64+475	3	100	ouvert
RN 12	DAMIGNY	64+475	64+530	3	100	ouvert
RN 12	DAMIGNY	64+530	66+690	3	100	ouvert
RN 12	DAMIGNY	66+690	67+130	3	100	ouvert
RN 12	LONRAI	67+130	67+405	3	100	ouvert
RN 12	LONRAI	67+405	70+000	3	100	ouvert
RN 12	CONDÉ SUR SARTHE	70+000	70+190	3	100	ouvert
RN 12	LONRAI	70+190	70+845	3	100	ouvert
RN 12	PACÉ	70+845	72+000	3	100	ouvert
RN 12	PACÉ	72+000	72+070	3	100	ouvert
RN 12	PACÉ	72+070	72+730	3	100	ouvert
RN 12	PACÉ	72+730	73+175	3	100	ouvert
RN 12	ST DENIS SUR SARTON	73+175	75+234	3	100	ouvert
RN 12	ST DENIS SUR SARTON	75+234	76+488	3	100	ouvert
RN 12	ST DENIS SUR SARTON	76+488	76+777	3	100	ouvert
RN 12	ST DENIS SUR SARTON	76+777	77+366	3	100	ouvert
RN 12	GANDELAIN	77+366	78+206	3	100	ouvert
RN 12	GANDELAIN	78+206	79+136	3	100	ouvert
RN 12	GANDELAIN	79+136	79+246	3	100	ouvert
RN 12	GANDELAIN	79+246	80+381	3	100	ouvert
RN 12	GANDELAIN	80+381	81+027	3	100	ouvert
RN 12	GANDELAIN	81+027	81+370	3	100	ouvert
RN 12	LA LACELLE	81+370	82+929	3	100	ouvert
RN 12	LA LACELLE	82+929	83+945	3	100	ouvert
RN 12	LA LACELLE	83+945	84+440	3	100	ouvert
RN 12	LA LACELLE	84+440	84+911	3	100	ouvert

ROUTES DÉPARTEMENTALES						
Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DÉBUTANT	PR FINISSANT			
RD13	L'AIGLE	0+000	0+839	4	30	ouvert
RD18	LA FERTE MACÉ	0+000	0+560	4	30	ouvert
RD18	LA FERTE MACÉ	0+560	1+025	3	100	ouvert
RD18	LA FERTE MACÉ	1+025	1+315	3	100	ouvert
RD18	ST MAURICE DU DESERT	1+315	2+167	3	100	ouvert
RD18	ST MAURICE DU DESERT	2+167	3+080	3	100	ouvert
RD18	ST MAURICE DU DESERT	3+080	3+345	3	100	ouvert
RD18	LA SAUVAGÈRE	3+345	4+760	3	100	ouvert
RD18	LA SAUVAGÈRE	4+760	5+086	3	100	ouvert
RD18	LA SAUVAGÈRE	5+086	6+086	3	100	ouvert
RD18	LA SAUVAGÈRE	6+086	7+365	3	100	ouvert
RD18	LA COULONCHE	7+365	8+000	3	100	ouvert
RD18	LA COULONCHE	8+000	8+300	4	30	ouvert
RD18	LA COULONCHE	8+300	9+965	3	100	ouvert
RD18	LA FERRIÈRE AUX ÉTANGS	9+965	13+020	3	100	ouvert
RD18	LA FERRIÈRE AUX ÉTANGS	13+020	14+068	3	100	ouvert
RD18	ST ANDRÉ DE MESSEI	14+068	14+400	4	30	ouvert
RD18	ST ANDRÉ DE MESSEI	14+400	14+850	3	100	ouvert
RD18	ST ANDRÉ DE MESSEI	14+850	15+085	3	100	ouvert
RD18	ST ANDRÉ DE MESSEI	15+085	17+734	3	100	ouvert
RD18	ST ANDRÉ DE MESSEI	17+734	18+280	4	30	ouvert
RD18	ST ANDRÉ DE MESSEI	18+280	19+305	3	100	ouvert
RD18	MESSEI	19+305	19+376	4	30	ouvert
RD18	MESSEI	19+376	20+214	4	30	ouvert
RD18	MESSEI	20+214	20+536	4	30	ouvert
RD18	MESSEI	20+536	21+214	3	100	ouvert
RD18	MESSEI	21+214	22+025	3	100	ouvert
RD18	LA SELLE LA FORGE	22+025	22+150	3	100	ouvert
RD18	LA SELLE LA FORGE	22+150	22+683	4	30	ouvert
RD18	LA SELLE LA FORGE	22+683	23+767	3	100	ouvert
RD18	LA SELLE LA FORGE	23+767	23+855	3	100	ouvert
RD18	FLERS	23+855	24+320	3	100	ouvert
RD18	FLERS	24+320	25+320	4	30	ouvert
RD18	FLERS	25+320	25+620	4	30	ouvert
RD18	ST GEORGES DES GROSEILLERS	25+620	25+692	4	30	ouvert
RD18	ST GEORGES DES GROSEILLERS	25+692	25+940	4	30	ouvert
RD26	ALENÇON	0+000	1+227	4	30	ouvert
RD30	ST GERMAIN DU CORBEIS	0+000	1+348	4	30	ouvert
RD112	CERISÉ - VALFRAMBERT	0+000	1+100	3	100	ouvert
RD112	CERISÉ	1+100	1+690	3	100	ouvert
RD112	ALENÇON	1+690	3+235	4	30	ouvert
RD112	ALENÇON	3+235	3+765	4	30	ouvert
RD112	ALENÇON	3+765	4+206	4	30	ouvert
RD112	ALENÇON	4+206	4+639	4	30	ouvert
RD112	ALENÇON	4+639	5+270	4	30	ouvert
RD112	ALENÇON	5+270	6+000	4	30	ouvert
RD112	CONDÉ SUR SARTHE	6+000	6+065	4	30	ouvert
RD112	CONDÉ SUR SARTHE	6+065	6+374	4	30	ouvert
RD112	CONDÉ SUR SARTHE	6+374	7+430	4	30	ouvert
RD112	CONDÉ SUR SARTHE	7+430	7+829	3	100	ouvert
RD112	CONDÉ SUR SARTHE	7+829	10+105	3	100	ouvert
RD112	PACÉ	10+105	10+356	3	100	ouvert
RD158	ARGENTAN	0+000	1+760	4	30	ouvert
RD158	ARGENTAN	1+760	2+000	4	30	ouvert
RD158	ARGENTAN	2+000	2+280	3	100	ouvert
RD158	ARGENTAN	2+280	2+846	3	100	ouvert

ROUTES DEPARTEMENTALES (suite)						
N° de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DEBUTANT	PR FINISSANT			
RD204	ALENÇON	37+947	38+498	4	30	ouvert
RD238	ARGENTAN	0+000	1+270	4	30	ouvert
RD315	ST GERMAIN DU CORBEIS	0+000	2+204	4	30	ouvert
RD315	ST GERMAIN DU CORBEIS	2+204	2+272	4	30	ouvert
RD418	L'AIGLE	1+820	3+240	4	30	ouvert
RD418	L'AIGLE	3+240	3+580	4	30	ouvert
RD438	ALENÇON	0+000	1+405	3	100	ouvert
RD438	ALENÇON	1+405	1+826	3	100	ouvert
RD438	ALENÇON	1+826	2+010	3	100	ouvert
RD438	ALENÇON	2+010	2+184	3	100	ouvert
RD438	ALENÇON	2+184	2+600	3	100	ouvert
RD438	ALENÇON	2+600	3+050	3	100	ouvert
RD438	ALENÇON	3+050	3+810	3	100	ouvert
RD438	VALFRAMBERT	3+810	4+840	4	30	ouvert
RD438	VALFRAMBERT	4+840	7+620	3	100	ouvert
RD438	RADON - VALFRAMBERT	7+620	7+723	2	250	ouvert
RD438	RADON - VALFRAMBERT	7+723	8+610	3	100	ouvert
RD438	RADON - FORGES	8+610	8+710	3	100	ouvert
RD438	FORGES	8+710	11+560	3	100	ouvert
RD438	VINGT-HANAPS	11+560	13+960	3	100	ouvert
RD438	ST GERVAIS DU PERRON	13+960	15+745	3	100	ouvert
RD438	NEAUPHE SOUS ESSAY	15+745	17+903	3	100	ouvert
RD438	NEAUPHE SOUS ESSAY	17+903	18+645	3	100	ouvert
RD438	NEAUPHE - LA CHAPELLE PRÈS SÈES	18+645	19+275	3	100	ouvert
RD438	LA CHAPELLE PRÈS SÈES	19+275	20+805	3	100	ouvert
RD438	SÈES	20+805	22+215	3	100	ouvert
RD438	SÈES	22+215	22+287	3	100	ouvert
RD438	SÈES	22+287	22+343	4	30	ouvert
RD438	SÈES	22+343	22+650	3	100	ouvert
RD438	SÈES	22+650	23+072	3	100	ouvert
RD438	SÈES	23+072	23+813	3	100	ouvert
RD462	FLERS	34+730	36+100	4	30	ouvert
RD462	FLERS	36+100	37+750	4	30	ouvert
RD462	FLERS	37+750	38+085	4	30	ouvert
RD462	ST GEORGES DES GROSEILLERS	38+085	38+430	4	30	ouvert
RD462	ST GEORGES DES GROSEILLERS	38+430	40+984	2	250	Rue en U
RD908	LA FERTE-MACÉ	42+385	43+163	4	30	ouvert
RD908	LA FERTE-MACÉ	43+163	43+800	4	30	ouvert
RD912	MORTAGNE AU PERCHE	3+196	3+597	4	30	ouvert
RD912	MORTAGNE AU PERCHE	3+597	4+210	4	30	ouvert
RD912	ST LANGIS LÈS MORTAGNE	4+210	4+752	4	30	ouvert
RD912	ST LANGIS LÈS MORTAGNE	4+752	5+000	4	30	ouvert
RD912	ST LANGIS LÈS MORTAGNE	5+000	6+131	3	100	ouvert
RD916	LA FERTE-MACÉ	53+150	54+002	4	30	ouvert
RD916	LA FERTE-MACÉ	54+002	59+588	3	100	ouvert
RD916	BAGNOLES DE L'ORNE	59+588	61+247	3	100	ouvert
RD916	COUTERNE	61+247	63+125	3	100	ouvert

ROUTES DEPARTEMENTALES (suite)						
Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu puyot)
		PR DEBUTANT	PR FINISSANT			
RD918	LA VENTROUZE	37+721	40+278	3	100	ouvert
RD918	LA POTERIE AU PEROHE	40+278	40+818	3	100	ouvert
RD918	RANDONNAI	40+818	43+305	3	100	ouvert
RD918	IRAI	43+305	45+663	3	100	ouvert
RD918	CRULAI	45+663	52+517	3	100	ouvert
RD918	SAINT-OUEN SUR ITON	52+517	54+095	3	100	ouvert
RD918	L'AIGLE	54+095	54+749	3	100	ouvert
RD918	L'AIGLE	55+400	56+120	3	100	ouvert
RD918	L'AIGLE	56+120	56+213	3	100	ouvert
RD918	L'AIGLE	56+213	56+427	3	100	ouvert
RD918	SAINT-SULPICE SUR RISLE	56+427	57+737	3	100	ouvert
RD 919	L'AIGLE	0+000	1+320	4	30	ouvert
RD 919	ST-SULPICE SUR RISLE	1+320	5+220	4	30	ouvert
RD 919	ST-NICOLAS DE SOMMAIRE	5+220	8+180	4	30	ouvert
RD 919	(Julgnette - commune de l'Eure)	8+180	8+223	(Tracé dans le département de l'Eure)		
RD 919	GLOS LA FERRIERE	8+223	12+719	4	30	ouvert
RD 919	COUVAINS	12+719	15+280	4	30	ouvert
RD923	COULONGES LES SABLONS	0+000	2+500	3	0	ouvert
RD923	CONDE SUR HUISNE	2+500	5+000	3	0	ouvert
RD923	MALE	5+000	13+436	3	0	ouvert
RD923	MALE	13+436	14+250	3	0	ouvert
RD923	CETON	14+250	14+292	3	0	ouvert
RD923	CETON	14+292	16+040	3	0	ouvert
RD924	ARGENTAN	0+000	1+740	3	0	ouvert
RD924	ARGENTAN	1+740	1+789	4	0	ouvert
RD924	ARGENTAN	1+789	1+845	3	0	ouvert
RD924	SARCEAUX	1+845	2+250	3	0	ouvert
RD924	SARCEAUX	2+250	3+250	3	0	ouvert
RD924	FONTENAI SUR ORNE	3+250	4+000	3	0	ouvert
RD924	FONTENAI SUR ORNE	4+000	5+000	3	0	ouvert
RD924	FONTENAI SUR ORNE	5+000	5+685	3	0	ouvert
RD924	ECOUCHE - FONTENAI SUR ORNE	5+685	5+810	3	0	ouvert
RD924	ECOUCHE	5+810	7+329	3	0	ouvert
RD924	ECOUCHE	7+329	7+830	3	0	ouvert
RD924	ECOUCHE	7+830	9+060	4	30	ouvert
RD924	ECOUCHE	9+060	9+115	4	30	ouvert
RD924	LOUCE	Tracé sur Ecouché		4	30	ouvert
RD924	SEVRAI	9+115	9+890	3	100	ouvert
RD924	LA FRESNAYE AU SAUVAGE	19+380	19+835	3	100	ouvert
RD924	ST HILAIRE DE BRIOUZE	19+835	20+520	3	100	ouvert
RD924	ST HILAIRE-LES YVETEAUX	20+520	20+680	3	100	ouvert
RD924	ST HILAIRE DE BRIOUZE	20+680	24+485	3	100	ouvert
RD924	POINTEL	24+485	25+830	3	100	ouvert
RD924	BRIOUZE	25+830	27+061	3	100	ouvert
RD924	BRIOUZE	27+061	27+250	4	30	ouvert
RD924	FLERS	45+100	45+923	4	30	ouvert
RD924	LA LANDE PATRY	45+923	48+200	4	30	ouvert
RD924	LA LANDE PATRY	48+200	48+509	4	30	ouvert
RD924	LA LANDE PATRY	48+509	49+220	3	100	ouvert
RD924	LANDISACQ	49+220	49+895	3	100	ouvert
RD924	LANDISACQ	49+895	51+070	3	100	ouvert
RD924	LANDISACQ	51+070	53+910	3	100	ouvert
RD924	SAINT-PAUL	Tracé sur Landisacq		3	100	ouvert
RD924	FRENES	53+910	56+357	3	100	ouvert
RD924	FRENES	56+357	56+815	3	100	ouvert
RD924	TINCHEBRAY	56+815	57+306	3	100	ouvert
RD924	TINCHEBRAY	57+306	59+154	3	100	ouvert

ROUTES DEPARTEMENTALES (suite)

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DEBUTANT	PR FINISSANT			
RD926	CHANDAI	0+000	1+366	3	100	ouvert
RD926	CHANDAI	1+366	3+000	4	30	ouvert
RD926	CHANDAI	3+000	3+140	3	100	ouvert
RD926	SAINT MICHEL THUBEUF - SAINT-SULPICE	3+140	4+830	3	100	ouvert
RD926	SAINT MICHEL THUBEUF	4+830	6+571	3	100	ouvert
RD926	LE BOURG ST LEONARD	53+105	53+684	3	100	ouvert
RD926	LE BOURG ST LEONARD	53+684	54+197	3	100	ouvert
RD926	LE BOURG ST LEONARD	54+197	54+395	3	100	ouvert
RD926	SILLY EN GOUFFERN	54+395	58+479	3	100	ouvert
RD926	SILLY EN GOUFFERN	58+479	59+041	3	100	ouvert
RD926	SILLY EN GOUFFERN	59+041	59+120	3	100	ouvert
RD926	SAI	59+120	59+955	3	100	ouvert
RD926	UROU ET CRENNES	59+955	62+196	3	100	ouvert
RD926	ARGENTAN	62+196	62+280	3	100	ouvert
RD926	ARGENTAN	62+280	62+439	3	100	ouvert
RD926	ARGENTAN	62+439	62+565	3	100	ouvert
RD926	ARGENTAN	62+565	63+143	4	30	ouvert
RD926	ARGENTAN	63+143	64+113	4	30	ouvert
RD955	ALENCON	31+934	32+000	4	30	ouvert
RD955	ALENCON	32+000	33+490	4	30	ouvert
RD955	ALENCON	33+490	33+781	3	100	ouvert
RD955	ST GERMAIN DU CORBEIS	33+781	34+232	4	30	ouvert
RD955	ALENCON	34+232	35+303	4	30	ouvert
RD958	SEES	0+000	0+028	4	30	ouvert
RD958	SEES	0+028	3+740	3	100	ouvert
RD958	MACE - BELFONDS	3+740	5+270	3	100	ouvert
RD958	MORTREE - BELFONDS	5+270	6+220	3	100	ouvert
RD958	MORTREE	6+220	7+546	3	100	ouvert
RD958	MORTREE	7+546	7+940	4	30	ouvert
RD958	MORTREE	7+940	8+510	3	100	Rue en U
RD958	MORTREE	8+510	9+317	4	30	ouvert
RD958	MORTREE	9+317	10+161	3	100	ouvert
RD958	MORTREE	10+161	10+350	3	100	ouvert
RD958	MARCEI	10+350	10+460	3	100	ouvert
RD958	MARCEI	10+460	14+885	3	100	ouvert
RD958	MARCEI - ST CHRISTOPHE LE JAOLET	14+885	15+180	3	100	ouvert
RD958	ST CHRISTOPHE - ST LOYER	15+180	15+955	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	15+955	19+704	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	19+704	19+840	4	30	ouvert
RD958	ARGENTAN	19+840	20+443	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	20+443	21+843	4	30	ouvert
RD958	ARGENTAN	21+843	21+950	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	21+950	22+176	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	22+176	22+776	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	22+776	23+220	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	23+220	23+353	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	23+353	23+940	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	23+940	23+1280	3	100	ouvert
RD958	ARGENTAN	23+1280	24+245	3	100	ouvert
RD958	MOULINS SUR ORNE	24+245	25+505	3	100	ouvert
RD958	MOULINS SUR O. - OCCAGNES	25+505	25+650	3	100	ouvert
RD958	OCCAGNES	25+650	26+300	3	100	ouvert
RD958	OCCAGNES	26+300	27+100	3	100	ouvert
RD958	OCCAGNES	27+100	27+974	3	100	ouvert
RD958	OCCAGNES	27+974	28+290	3	100	ouvert
RD958	COMMEAUX	28+290	29+100	3	100	ouvert
RD958	COMMEAUX	29+100	29+860	3	100	ouvert
RD958	COMMEAUX	29+860	30+175	3	100	ouvert
RD958	MONTABARD	30+175	31+920	3	100	ouvert
RD958	RONAI	31+920	32+725	3	100	ouvert
RD958	NECY	32+725	33+608	3	100	ouvert
RD958	NECY	33+608	34+000	3	100	ouvert
RD958	NECY	34+000	35+797	3	100	ouvert

ROUTES DEPARTEMENTALES (suite)

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PROBUTANT	PR FINISSANT			
RD962	AUBUSSON	tracé sur ST-GEORGES des Groseillers et CALIGNY		3	100	ouvert
RD962	ST GEORGES DES GROSEILLERS	41+420	42+195	3	100	ouvert
RD962	CALIGNY	42+195	42+300	3	100	ouvert
RD962	MONTILLY SUR NOIREAU	42+300	44+000	3	100	ouvert
RD962	MONTILLY SUR NOIREAU	44+000	44+500	3	100	ouvert
RD962	MONTILLY SUR NOIREAU	44+500	46+000	3	100	ouvert
RD962	MONTILLY SUR NOIREAU	46+000	46+395	3	100	ouvert
RD962	ST PIERRE DU REGARD	46+395	47+000	3	100	ouvert
RD962	ST PIERRE DU REGARD	47+000	47+585	3	100	ouvert
RD976	DOMFRONT	23+962	24+720	3	100	ouvert
RD976	DOMFRONT	24+720	24+920	3	100	ouvert
RD976	DOMFRONT	24+920	25+116	3	100	ouvert
RD976	DOMFRONT	25+116	26+000	4	30	ouvert
RD976	DOMFRONT	26+000	26+270	3	100	ouvert
RD976	LA HAUTE CHAPELLE	26+270	26+420	3	100	ouvert
RD976	LA HAUTE CHAPELLE	26+420	27+120	3	100	ouvert
RD976	LA HAUTE CHAPELLE	27+120	29+015	3	100	ouvert
RD 976	ST-GILLES DES MARAIS	tracé sur LA HAUTE-CHAPELLE		3	100	ouvert
RD976	ST MARS D'EGRENNE	29+015	31+840	3	100	ouvert
RD976	ST ROCH SUR EGRENNE	31+840	32+312	3	100	ouvert
RD976	ST MARS D'EGRENNE	32+312	32+840	3	100	ouvert
RD976	ST MARS - ST ROCH	32+840	32+840	3	100	ouvert
RD976	ST MARS D'EGRENNE	32+840	33+310	3	100	ouvert
RD976	ST MARS D'EGRENNE	33+310	37+335	3	100	ouvert
RD976	ST MARS D'EGRENNE (Tracé dans le département de la Manche)	37+335	37+830	3	100	ouvert
RD976	ST MARS D'EGRENNE	37+830	38+203	3	100	ouvert
RD976	MANTILLY	38+203	Limite de l'Orne	3	100	ouvert

VOIES COMMUNALES						
Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		PR DEBUTANT	PR FINISSANT			
A. Briand	ALENÇON	RD438	rue du comte Roederer	4	30	Ouvert
Cazault	ALENÇON	rue St Blaise	rue des Capucins	4	30	ouvert
Cazault	ALENÇON	rue des Capucins	rue du dr Baillouf	4	30	ouvert
Cours Clémentineau	ALENÇON	rue de la Demi-lune	rue de la Halle aux Tolles	4	30	ouvert
Cours Clémentineau	ALENÇON	rue de la Halle aux Tolles	rue St Blaise	4	30	ouvert
d'Echauffour	ALENÇON	D27	0+940	4	30	ouvert
de Bretagne	ALENÇON	rue Julien	RD112	4	30	ouvert
de Bretagne	ALENÇON	rue du Collège	rue Julien	4	30	ouvert
de Fresnay	ALENÇON	Rue du Château	0+390	4	30	ouvert
de l'Abreuvoir	ALENÇON	rue du comte Roederer	0+130	4	30	ouvert
de l'Ecusson	ALENÇON	rue Julien	0+165	3	100	Rue en U
de l'Isle	ALENÇON	rue du Pont Neuf	rue du comte Roederer	4	30	ouvert
de la Chaussée	ALENÇON	rue de Bretagne	rue du Château	4	30	ouvert
de la Demi-lune	ALENÇON	D112	rue Valazé	4	30	ouvert
de Latre de Tassigny	ALENÇON	Rue du Pont Neuf	Halle au Blé	4	30	ouvert
de Sarthe	ALENÇON	Rue de Fresnay	rue des Marais	4	30	ouvert
de Sarthe	ALENÇON	rue des Marais	rue du Boulevard	4	30	ouvert
Denis Papin	ALENÇON	D112	Avenue Wilson	4	30	ouvert
des Tisons	ALENÇON	D955	RD438	4	30	ouvert
du Château	ALENÇON	rue de la Chaussée	rue de Fresnay	4	30	ouvert
du Collège	ALENÇON	Rue Palmier	rue de Bretagne	4	30	ouvert
du comte Roederer	ALENÇON	rue de l'Abreuvoir	rue A. Briand	4	30	ouvert
du Gué de Gesnes	ALENÇON	0+160	Champ du Roi	4	30	ouvert
du Mans	ALENÇON	rue du bas de Montsort	RD438	3	100	Rue en U
Du Pont Neuf	ALENÇON	Rue de Latre de Tassigny	Rue A. Briand	4	30	ouvert
Julien	ALENÇON	Rue de l'ecusson	Rue Révérende Mère Anne Marie Javouhey	4	30	ouvert
Julien	ALENÇON	Rue Révérende Mère Anne Marie Javouhey	Rue de Bretagne	4	30	ouvert
St Blaise	ALENÇON	Place de Gaulle	Rue Ste Thérèse	4	30	ouvert
St Blaise	ALENÇON	Rue Ste Thérèse	Rue Cazault	3	100	Rue en U
Rue de la République	ARGENTAN	D916 (Rue P.Bérégovoy)	D168 (Route de Falaise)	4	30	ouvert
de Fresnay	ST GERMAIN DU CORBEIS	0+390	D955	4	30	ouvert
du Gué de Gesnes	ST GERMAIN DU CORBEIS	D955	0+160	4	30	ouvert

RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE						
Nom de la voie	Communes concernées	PR Débutant	PR Finissant	Catégorie de la voie	Largeur des secteurs affectés par le bruit	type de tissu
VOIE SNCF PARIS-BREST	BRETONCELLES	129+125	138+320	2	250	Ouvert
	CONDÉ S/ HUISNE	138+320	142+060	2	250	Ouvert
	CONDEAU	142+060	145+830	2	250	Ouvert
	ST HILAIRE S/ ERRE	152+870	154+620	2	250	Ouvert
	LA ROUGE	154+620	159+030	2	250	Ouvert
	LE THEIL	159+030	160+800	2	250	Ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mesurée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche,
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U",
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Article 4

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les établissements d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément au décret 95-20 susvisé, aux articles R.571-32 à R.571-43 du Code de l'Environnement et à l'article R.111-4-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1998 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux trois arrêtés du 25 avril 2003 susvisés, chacun étant spécifique à un type de bâtiment.

Article 5

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne [en dB (A)]	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne [en dB (A)]
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Article 6

Le présent arrêté est applicable, à compter du jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de l'Orne, de sa mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, ainsi que de son affichage pendant au moins un mois dans les mairies des communes mentionnées à l'article 8, qui devront justifier au Préfet de l'Orne, de l'accomplissement de cette formalité.

Article 7

Le présent arrêté doit être annexé, par les maires des communes concernées, au document d'urbanisme ou zone d'aménagement concerté.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 3 doivent être reportés, par les Maires des communes concernées, dans les documents graphiques d'urbanisme ou plan d'aménagement de zone des ZAC.

Les informations issues de cet arrêté de classement sonore sera affiché sur le site internet de la préfecture de l'Orne ou de la DDT conformément à la circulaire ministérielle du 25 mai 2004.

Article 8

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALENCON	FONTENAI SUR ORNE	LONRAI	ST ANDRE DE MESSEI
ARGENTAN	FORGES	LOUCE	ST CHRISTOPHE LE JAOLET
AUBUSSON	FRENES	MACE	ST DENIS SUR SARTHON
BAGNOLES DE L'ORNE (1)	GACE	MALE	ST EVROULT DE MONTFORT
BELFONDS	GANDELAIN	MANTILLY	ST GEORGES DES GROSSEILLERS
BIVILLIERS	GLOS LA FERRIERE (1)	MARCEI	ST GERMAIN DE CLAIREFEUILLE
BOËCE	GODISSON	MARCHEMAISONS	ST GERMAIN DU CORBEIS
BOISSEI LA LANDE	GOULET	MARMOUILLE	ST GERVAIS DU PERRON
BRETONCELLES	HAUTERIVE	MEDAVY	ST GILLES DES MARAIS
BRIOUZE	HEUGON	MENIL FROGER	ST HILAIRE DE BRIOUZE
BURE	IRAI (1)	MESSEI	ST HILAIRE LE CHATEL
BURSARD	L'AIGLE	MONNAI	ST HILAIRE S/ ERRE
CALIGNY	L'HOMME-CHAMONDOT	MONTABARD	ST JULIEN SUR SARTHE
CERISE	LA CHAPELLE PRES SEES	MONTILLY SUR NOIREAU	ST LANGIS LES MORTAGNE
CETON	LA COULONCHE	MORTAGNE AU PERCHE	ST LEGER SUR SARTHE
CHAILLOUE	LA FERRIERE AUX ETANGS	MORTREE	ST LOYER DES CHAMPS
CHANDAI	LA FERTE MACE	MOULINS SUR ORNE	ST MARS D'EGRENNE
CHAUMONT	LA FRESNAYE AU SAUVAGE	MOUSSONVILLIERS	ST MAURICE DU DESERT
CISAI ST AUBIN	LA HAUTE CHAPELLE	NEAUPHE SOUS ESSAI	ST MAURICE LES CHARENCEI
COMMEAUX	LA LACELLE	NECY	ST MICHEL THUBEUF
CONDE SUR HUISNE	LA LANDE PATRY	NEUVILLE PRES SEES	ST-NICOLAS DE SOMMAIRE (1)
CONDE SUR SARTHE	LA MESNIERE	NONANT LE PIN	ST OUEN SUR ITON
CONDEAU	LA POTERIE AU PERCHE	OCCAGNES	ST PAUL
COULMER	LA ROUGE	PACE	ST PIERRE DU REGARD
COULONGES LES SABLONS	LA SAUVAGERE	POINTEL	ST ROCH SUR EGRENNE
COURGEOUST	LA SELLE LA FORGE	RADON	ST SULPICE SUR RISLE
COUTERNE	LA VENTROUZE	RANDONNAI (1)	TINCHEBRAY
COUVAINS (1)	LE BOURG ST LEONARD	RI	TOUROUVRE
CROISILLES	LE MELE SUR SARTHE	RONAI	UROU ET CRENNES
CRULAI (1)	LE MENIL BROULT	SAI	VALFRAMBERT
DAMIGNY	LE MERLERAUT	SARCEAUX	VILLIERS S/S MORTAGNE
DOMFRONT	LE SAP ANDRE	SEES	VINGT HANAPS
ECOUCHE	LE THEIL	SEMALLE	VRIGNY
FEINGS	LES VENTES DE BOURSE	SENTILLY	(1- commune concernée par une voie nouvellement classée)
FLERS	LES YVETEAUX	SEVRAI	
FLEURE	LANDISACQ	SILLY EN GOUFFERN	

Article 9

Le présent arrêté se substitue à l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2005.

Ne sont plus concernées par le classement sonore ornaux des infrastructures routières les 28 communes suivantes :

- Aube, Ecorcei, Exmes, La Cochère, Le Pin au Haras, Rai, St-Hilaire sur Risle, Ste Gauburge-Ste Colombe (ex RN 26)	- Batilly, Durcet, La Lande de Lougé, Landigou, Lougé sur Maire, St-Ouen sur Maire, Ste-Opportune (RD 924).
- Beaulandais, Gesnelay, Haleine, Juvigny s/s Andaine, La Baroche s/s Lucé, La Chapelle d'Andaine, Méhoudin, St-Ouen le Brisoult (ex RN 176)	- Banvou, La Chapelle aux Moines, Le Chatelier, St-Bomer les Forges (RD 962).
	- Vimoutiers (RD 979).

Article 10

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, Monsieur le Sous-Préfet de Mortagne au Perche, Monsieur le Sous-Préfet d'Argentan, Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 24 OCT. 2011

Le Préfet


Joël BOUCHÉ



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

2/ANNEXE 2 - Plaquette d'information sur le phénomène retrait gonflement des argiles

N'hésitez pas à demander conseil à votre constructeur

😊

► **Consolider les murs porteurs**
Désolidariser les bâtiments accolés



Chainages horizontaux et verticaux

Bâtiment non accolé au joint de rupture

- Prévoir des chainages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs
- Eviter d'accoler les bâtiments ou prévoir des joints de rupture adaptés.

Mais aussi aménager ou rénover

► **Eviter les variations localisées d'humidité**

😊



niveau piézométrique à 1,50 m

égout



égout anti-racine

Favoriser :

- les raccordements des réseaux d'eau au réseau collectif
- l'étanchéité des canalisations (joints souples au niveau des raccordements ...)
- les tranchées drainantes autour du bâtiment
- les trottoirs périphériques autour du bâtiment limitant l'évaporation
- les écrans anti-racine
- l'égoutage régulier des plantations

☹️

Eviter :

- les infiltrations d'eaux pluviales à proximité des fondations
- les fuites de réseaux
- les pompages et les réinjections d'eau souterraine
- les sources de chaleur en sous-sol (chaudière...)
- les arbres avides d'eau à proximité du bâtiment



**CONSTRUIRE
SUR SOL ARGILEUX
DANS L'ORNE**

Conception DREAL de Basse-Normandie et DDT de l'Orne (Service Urbanisme et Prévention des Risques)

Credits photos : BRGM - DREAL

brgm





COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLEAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

Schéma du phénomène

Le retrait gonflement des argiles

► **Un phénomène naturel**

Les sols qui contiennent de l'argile bougent. Comme des éponges ils se rétractent avec la sécheresse et se gonflent avec l'humidité. Ce phénomène est appelé "retrait-gonflement des argiles". Ces mouvements entraînent des tassements responsables de la fissuration des bâtiments.

1 Evapotranspiration
2 Évaporation
3 Absorption par les racines
4 Couches argileuses
5 Feuillets argileux
6 Eau interstitielle

► **Ses conséquences sur le bâti**

Quels désordres peuvent apparaître ?

- Fissuration des bâtiments
- Déformation des encadrements
- Décollement des bâtiments annexes
- Dislocation des dallages et des cloisons
- Rupture des canalisations enterrées

Quelles sont les constructions les plus vulnérables ?

- Les constructions individuelles aux fondations superficielles
- Celles aux fondations peu profondes ou non homogènes
- Celles avec sous-sol partiel
- Celles avec des arbres à proximité
- Celles sur terrain en pente ou hétérogène
- Celles sur terrain avec des variations de teneur en eau (rupture de canalisations, variation du niveau de la nappe phréatique...)

► **La cartographie du phénomène (aléa)**

La carte réalisée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) vise à délimiter les zones a priori sujettes au phénomène de retrait gonflement des argiles, et à les hiérarchiser en 4 classes d'aléa :

- **"Fort"** : probabilité élevée d'apparition de sinistres importants
- **"Moyen"** : probabilité d'apparition et intensité des sinistres plus modérées
- **"Faible"** : sinistres possibles en cas de sécheresse importante pour les bâtiments les plus vulnérables
- **"A priori nul"** : terrain "a priori" sans argile (sauf particularité locale)

De bons réflexes pour bien construire

► **Étudier son terrain**

(avec étude de sol)

Fondations adaptées
(avec étude de sol)

Le diagnostic doit être fait par des spécialistes. Il consiste notamment à caractériser le type d'argile présent sur la parcelle. Pour un faible coût, il permet :

- de déterminer la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques du sol
- de concevoir une construction adaptée

(sans étude de sol)

Fondations non adaptées

► **Réaliser des fondations appropriées**

Adaptation des ancrages en fonction de la pente du terrain

Entre 0,80 et 1,20 m

- Les ancrer de 0,80 m à 1,20 m en fonction de la sensibilité du site
- Elles doivent être continues et armées, bétonnées à pleine fouille sur toute la hauteur
- Adapter les ancrages en fonction de la pente du terrain
- Éviter les sous-sols partiels, préférer aux dallages sur terre plein les radiers ou les planchers porteurs sur vide sanitaire

Vide sanitaire ou radier généralisé ou sous-sol total

Le diagnostic est indispensable dans les zones d'aléa de "faible" à "fort"

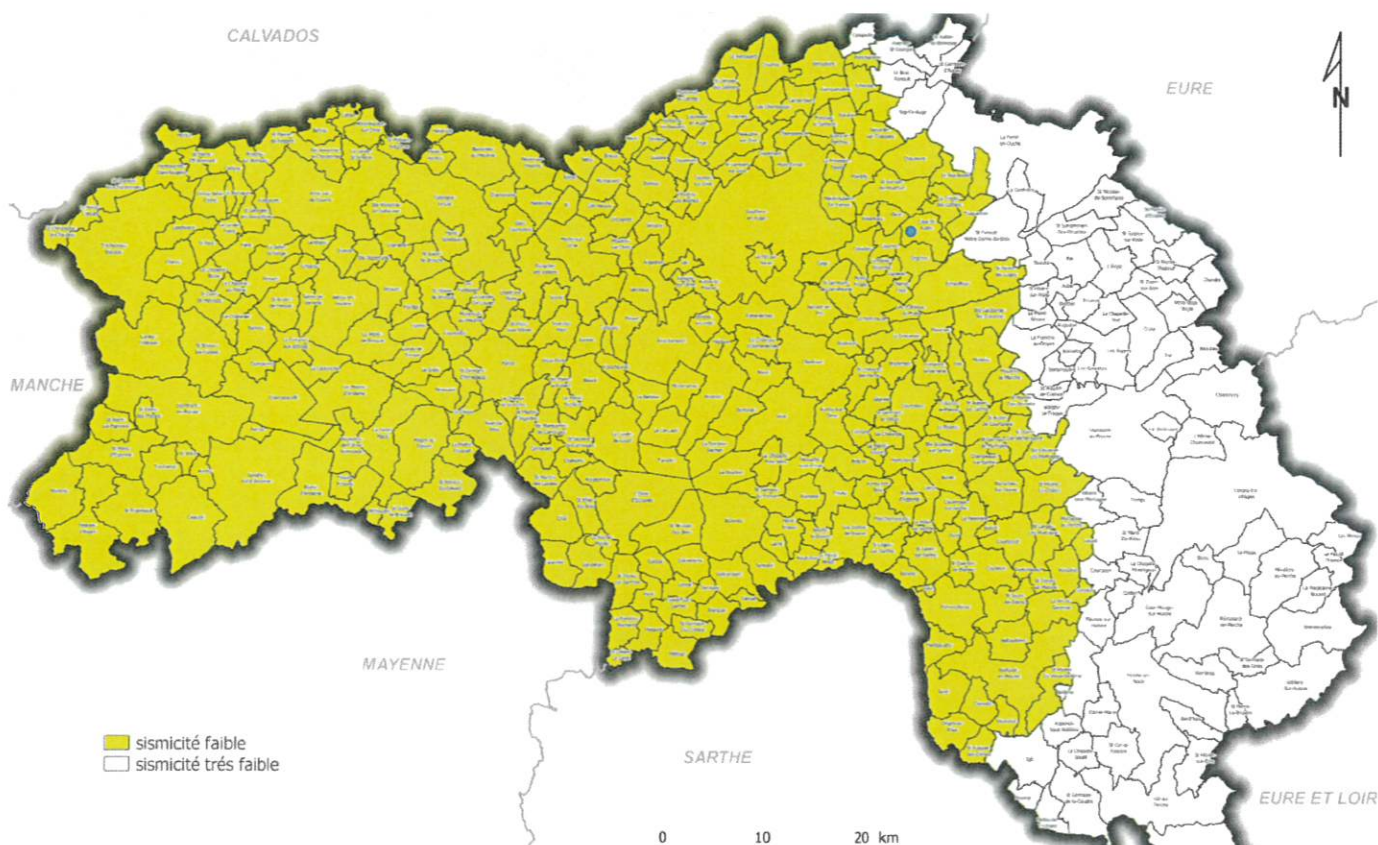
3/ ANNEXE 3 zone sismicité dans l'orne

La commune de Cisai Saint Aubin est repérée par ●



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes



Plaquette à retrouver sur le site

http://www.orne.gouv.fr/IMG/pdf/plaquette_MEDDTL_DGALN_reglementation_parasismique.pdf



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

15, rue Pernelle- BP 98- 61120 VIMOUTIERS - Tél : 02 33 67 54 85 - Fax : 02 33 67 13 33



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

4/ ANNEXE 4 Plaquette d'information sur le rejet d'eaux pluviales



Police de l'eau dans l'Orne

Le rejet des eaux pluviales dans les projets d'aménagement

Opérations collectant le ruissellement d'une superficie supérieure ou égale à 1 hectare

fiche technique

Conception des projets et Constitution des Dossiers d'autorisation et de déclaration

Cette plaquette précise les conditions dans lesquelles un projet d'aménagement est soumis à procédure, au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Eau (article R.214-1) du code de l'environnement.

Elle détaille le contenu des dossiers qu'il convient de soumettre à l'approbation administrative.

Elle donne des préconisations méthodologiques et techniques sur les solutions à privilégier (y compris les techniques alternatives) pour minimiser les incidences des projets d'aménagement.

L'objectif poursuivi est de disposer d'un référentiel commun, afin que :

- l'analyse des projets au regard des règlements imposés soit commune aux services de l'État, aux bureaux d'étude et aux porteurs de projets.
- les règles de l'art, tant du point de vue du dimensionnement des ouvrages que des modalités d'appréciation des incidences des projets, soient mieux partagées,
- les spécificités départementales soient mieux prises en compte.



Direction Départementale des Territoires de l'Orne

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

15, rue Pernelle- BP 98- 61120 VIMOUTIERS - Tél : 02 33 67 54 85 - Fax : 02 33 67 13 33



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLEAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

Le contexte local

Le département de l'Orne, un château d'eau

situé en tête de bassins versants hydrauliques,
constitué d'un chevelu hydrographique dense



Les petits cours d'eau de tête de bassin participent largement à la richesse biologique de notre territoire.

Ils constituent le milieu de reproduction et de croissance de nombreuses espèces mais sont par nature très sensibles à la qualité de l'eau et aux a-coups hydrauliques.

Une qualité de l'eau à préserver :

- pour l'alimentation en eau potable (AEP) notamment;
- mais aussi pour la biodiversité (écrevisses à pattes blanches, salmonidés, mulettes perlées, et autres espèces protégées ou non).

Une quantité d'eau à maîtriser :

- pour gérer les pénuries préjudiciables à l'AEP et à l'environnement;
- mais aussi à l'inverse, pour gérer les problématiques d'inondation intéressant la sécurité publique et se multipliant avec l'artificialisation croissante des sols dans le département (825 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle dans l'Orne pour "ruissellement-coulée de boue" depuis 1983, dont 584 arrêtés ont été pris depuis 1999).

Situé en amont du bassin Seine-Normandie pour sa partie septentrionale et du bassin Loire-

Bretagne pour sa partie méridionale, le département de l'Orne a une responsabilité vis à vis des territoires situés en aval hydraulique dans la logique de solidarité amont/aval qui doit prévaloir au sein d'un bassin versant afin de parvenir à une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau édictée par l'article L211-1 du Code de l'Environnement.

Les incidences quantitatives et qualitatives sur les eaux de surface et eaux souterraines induites par les projets d'urbanisation se doivent d'être limitées et compensées dès la conception même de ces projets.



Pour ce faire, le premier objectif à viser lors de la conception d'un système de gestion d'eaux pluviales sur un projet est de limiter au maximum l'imperméabilisation et par là même le volume d'eau à intercepter et donc à rejeter.



Le cadre réglementaire

Le Code de l'Environnement : procédure de déclaration et d'autorisation

Les articles L214-1 à L214-6 soumettent à un régime de formalités préalables les Installations, Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA) ayant une influence sur la ressource en eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

La nomenclature de l'article R214-1 liste les rubriques relatives à ces IOTA. Parmi elles se trouve la rubrique 2.1.5.0 :

"Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

- 1/ supérieure ou égale à 20 ha : AUTORISATION ;
- 2/ supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : DÉCLARATION."

Remarque : un projet de moins de 1 ha de bassin versant collecté peut toutefois être soumis à

procédure loi sur l'eau au titre d'autres rubriques de la nomenclature en fonction de ses impacts.

De même un projet de moins de 20 ha peut être soumis à autorisation au titre d'une autre rubrique.

L'article L111-1 énonce le "principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable".

Le code civil

Les articles 640 et 641 du Code civil indiquent qu'un projet ne doit pas aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales sur les fonds inférieurs, et prévoient le cas échéant une compensation du possesseur du fonds inférieur soit par une indemnisation soit par des travaux.

Le code de l'urbanisme

Les articles L111-4, L421-6, R111-2, R111-8, R111-12 et R111-15 du Code de l'Urbanisme permettent soit d'imposer des prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales, soit de refuser une demande (permis de construire,

autorisation de lotir...) en raison de l'insuffisance du projet en matière de gestion de ces eaux.

Le code général des collectivités territoriales

L'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales permet à la commune de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et la pollution.

Les articles L 2224-10 et L 2224-12 définissent les objectifs et les moyens de mise en œuvre des zonages pluviaux et des règlements d'assainissement.

Le règlement et cahier des charges des lotissements

Les modalités de gestion des eaux pluviales et d'entretien des aménagements doivent être incluses dans le règlement et le cahier des charges des lotissements.



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLEAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes

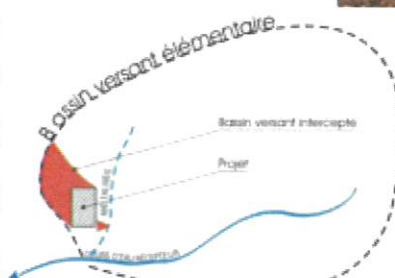
Gestion des eaux pluviales

L'article L211-1 du Code de l'Environnement définit les grands principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Ceux-ci peuvent être déclinés de la façon suivante concernant les aménagements de rejets d'eaux pluviales.



Les principes à respecter

- Prendre en compte la totalité de la surface du projet ainsi que celle du bassin versant intercepté
- Assurer et garantir un traitement quantitatif à minima pour une pluie d'occurrence décennale (voir détail plus loin)
- Assurer et garantir un traitement qualitatif optimum par rapport à l'acceptabilité du milieu naturel récepteur et les objectifs d'état qui lui sont assignés
- Assurer la vidange du volume de stockage des eaux pluviales dans une durée comprise entre 6 et 48 heures et compatible avec l'hydrologie du milieu récepteur.



La nécessité d'imposer des prescriptions spécifiques complémentaires et la faisabilité de leur mise en œuvre seront appréciées par le service en charge de la police de l'eau en fonction des enjeux et des contraintes locales du projet, dans le cadre de l'instruction du dossier et à travers un dialogue entre maître d'ouvrage, maître d'œuvre et services de l'Etat.

Les dossiers ne présentant pas les garanties demandées se verront opposer un refus.

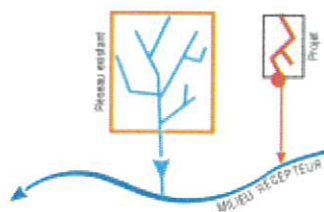
Les rejets dans un réseau existant : Qui porte la demande au titre de la loi sur l'eau ?

- **Cas A : Rejet des eaux pluviales au milieu naturel** (cours d'eau, fossé, infiltration), c'est le maître d'ouvrage qui endosse la demande, avec l'accord écrit du propriétaire du fossé en appui.
- **Cas B : Rejet dans un réseau d'eaux pluviales existant** : c'est le propriétaire du réseau qui endosse la demande d'extension de son réseau qui devra éventuellement être au préalable régularisé. Le propriétaire du réseau, qui donne son accord à l'aménageur pour un rejet dans son réseau, se porte garant de la qualité et de la quantité rejetées par son réseau au milieu naturel. Le porteur du projet fournit les éléments au propriétaire du réseau pour l'élaboration du dossier Loi sur l'eau de ce dernier.

- **Cas A : Rejet dans les eaux superficielles, le sol ou sur le sous-sol** (indépendant de tout réseau existant)

Procédure à la charge du porteur du projet :

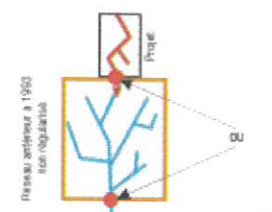
- Dossier Loi sur l'Eau en déclaration ou en autorisation selon la surface desservie par le projet (art. R.214-32 et R.214-6)



- **Cas B2 : Le rejet du réseau existant antérieur à 1993 n'a pas été régularisé**

Procédure portée par le propriétaire du réseau existant :

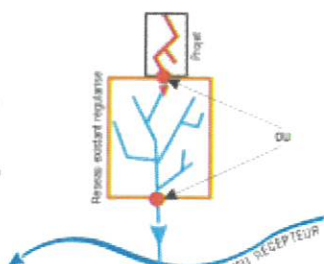
- Dossier de déclaration d'antériorité du réseau existant (art. R.214-53)
- Dépôt d'un dossier de déclaration d'extension (art. R.214-18)
- Autorisation de rejet du propriétaire du réseau existant



- **Cas B1 : Le rejet du réseau existant a été régularisé**

Procédure portée par le propriétaire du réseau existant :

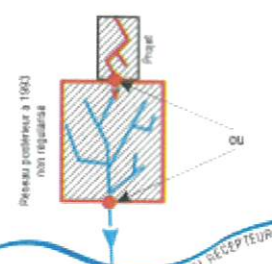
- Dossier de déclaration d'extension (art. R.214-18)
- Autorisation de rejet du propriétaire du



- **Cas B3 : Le rejet du réseau existant postérieur à 1993 n'a pas été déclaré**

Procédure portée par le propriétaire du réseau existant :

- Dossier Loi sur l'Eau en déclaration ou en autorisation sur l'ensemble de la superficie du projet et



Conception des ouvrages hydrauliques de rétention et dépollution

Volume nécessaire à stocker



Les techniques alternatives

Les avantages des techniques alternatives

Depuis plusieurs dizaines d'années, les techniques dites "alternatives au tout tuyau" s'imposent dans les aménagements du fait de leurs avantages tant sur l'aspect qualitatif que quantitatif de gestion des eaux pluviales.

Parmi ces techniques, l'on peut citer :

- les bassins de rétention en eau,
- les bassins de rétention enherbés,
- les bassins d'infiltration,
- les noues enherbées,
- les fossés,
- les toits stockants,
- les tranchées drainantes,...



Stationnement engazonné



Noue enherbée



Toit stockant végétalisé

Dans la durée, les ouvrages les plus rustiques montrent une plus grande efficacité (du point de vue de la dépollution et du tamponnement des crues), ainsi qu'un entretien et une surveillance plus simples.

C'est la multiplicité ou la complémentarité de différentes techniques alternatives au sein d'un système d'assainissement qui permet d'obtenir des résultats optimaux vis-à-vis de la maîtrise des pollutions.

Toutefois le service police de l'eau pourra imposer la mise en place d'ouvrages industriels du type déboureur-deshuileur sur des projets présentant un fort risque de pollutions.

A noter que les ouvrages de rétention enterrés, de part l'absence de visuel, n'offrent pas les mêmes garanties que les ouvrages aériens, et peuvent en cas de pollutions accidentelles s'avérer très onéreux en nettoyage ou remplacement. Les bassins enterrés remplis de pneumatiques sont formellement interdits dans l'Orne pour des raisons sanitaires et de préservation des milieux aquatiques en l'état actuel des connaissances en la matière.

Les puits d'infiltration (ou puisards) ainsi que le rejet dans des puits "naturels" (bêtoires, engouffrements, karsts, ...) sont également à proscrire de part le risque de pollution de la nappe qu'ils impliquent. Pour une infiltration, une étude hydrogéologique réalisée par un hydrogéologue agréé sera demandée.



Bassin en eau végétalisé



Noue à redans



Bassin de rétention aménagé en aire de loisirs



Bassins de rétention végétalisés





COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

Carte communale de Cisai Saint Aubin _ annexes



Le dossier

dossier

Tous les éléments constitutifs du dossier sont énumérés à l'article R214-6 pour une autorisation et à l'article R214-32 pour une déclaration

Parmi ceux-ci, le service en charge de la police de l'eau sera particulièrement vigilant quant à la fourniture et la qualité des éléments ci-dessous :

- une étude d'incidence claire et précise;
- un plan topographique du site du projet;
- des plans et coupes cotés des ouvrages hydrauliques projetés (bassins, noues, ouvrages d'infiltration...);
- les détails des calculs de dimensionnement (calculs de pluies les plus pénalisantes, volumes, ...) et de vérification de l'efficacité en terme de dépollution des ouvrages prévus (à fournir en annexe);
- le détail des sondages pédologiques, des inventaires floristiques et faunistiques (sur le projet et sur le milieu récepteur selon les enjeux) et des mesures de perméabilité effectués (systématique s'il est prévu de l'infiltration);
- La justification des choix de l'étude, notamment celui de rejeter en eaux de surface ou d'infiltrer en eaux souterraines. Cette justification devra reposer sur une comparaison de la sensibilité et de la vulnérabilité des deux milieux;
- l'évaluation des incidences natura 2000;
- la démonstration de la compatibilité du projet avec les orientations et les dispositions du SDAGE et avec les dispositions et le règlement du SAGE (si ce dernier est approuvé) y compris concernant le respect des objectifs d'atteinte du bon état ou de non dégradation de la masse d'eau réceptrice, issus de la directive cadre sur l'eau;
- les moyens de surveillance et d'entretien;
- les mesures correctives prévues en phase travaux;
- les références bibliographiques utilisées.



Les dossiers loi sur l'eau sont à déposer à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires de l'Orne
Service Aménagement et Environnement
Bureau Réglementation Eau et Environnement
Cité Administrative - Place BONET - BP 537
61007 ALENCON CEDEX

Contact :

Tél. 02 33 32 50 50

Courriel : ddt-sae@orne.gouv.fr

La plaquette est téléchargeable sur le site de l'État dans l'Orne : www.orne.gouv.fr

La réglementation en matière d'Environnement étant évolutive, cette plaquette ne saurait remplacer la consultation des textes de référence.

Vous trouverez des informations sur la réglementation ainsi que des éléments cartographiques sur le portail www.eaufrance.fr et sur le site de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie :

www.basse-normandie.developpement-durable.gouv.fr

Plaquette réalisée par le bureau Réglementation Eau et Environnement de la DDT et par le bureau de la communication interministérielle des services de l'État dans l'Orne - Crédit photos DDT Orne/SAE et DTO - Octobre 2011

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES VALLÉES D'AUGE ET DU MERLERAULT

15, rue Pernelle- BP 98- 61120 VIMOUTIERS - Tél : 02 33 67 54 85 - Fax : 02 33 67 13 33